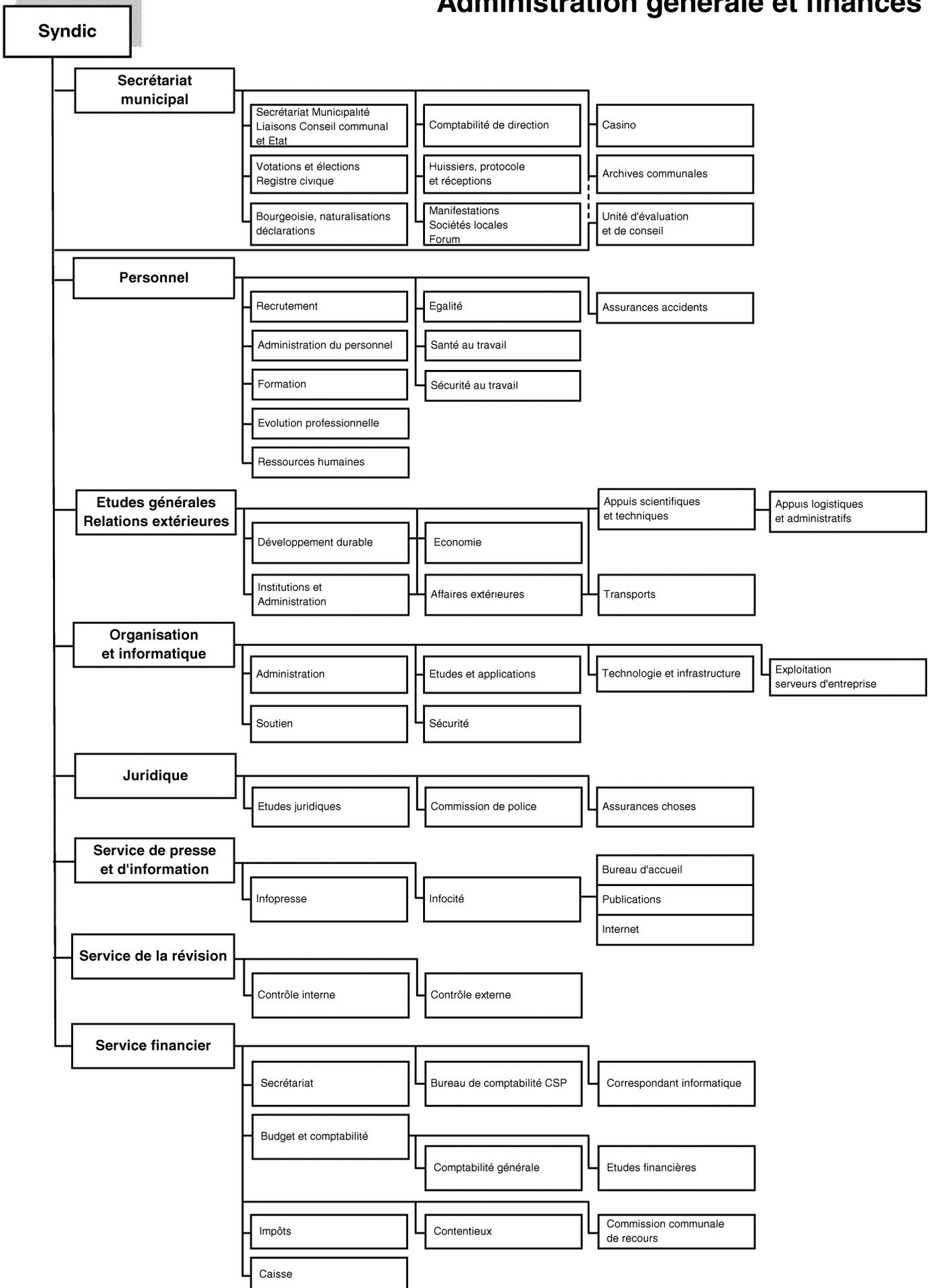


# Administration générale et finances



# Administration générale et finances

## SECRETARIAT MUNICIPAL

### ACTIVITÉS GÉNÉRALES

L'opération «Prestations 2004» a particulièrement occupé le secrétariat municipal durant l'année sous revue, offrant l'occasion, dans un contexte de recherche d'économies, de reconsidérer les procédures et les méthodes de travail. Approuvées à l'automne par la Municipalité, les propositions y relatives ont porté notamment sur la suppression, immédiate ou à terme, de 2,9 postes de travail (EPT), dont 2,4 par départs naturels ou transfert interne, 4 personnes au total étant touchées.

Outre les tâches habituelles liées au secrétariat de la Municipalité, le secrétariat municipal s'est en outre préoccupé des questions relatives à une gestion informatisée des décisions de l'exécutif; un projet à cet égard devrait se concrétiser d'ici 2005. La mise en application de la lecture optique des bulletins de vote - suite au vote d'un crédit permettant d'acquérir les appareils nécessaires - a également été à l'ordre du jour, de même que, d'ores et déjà, la préparation du dépouillement des élections communales de mars 2006.

### Solidarité internationale

En matière de solidarité internationale, le citoyen lausannois contribue - à hauteur de quelque 1.50 franc par an - à soutenir des projets de coopération au développement des pays préférentiels de l'hémisphère sud ainsi que d'Europe centrale et orientale, en vue de promouvoir les valeurs démocratiques, la santé, la formation, la protection de l'environnement, le développement durable et celui de l'économie.

#### *Aide aux pays de l'hémisphère sud*

La **préservation des ressources naturelles** a constitué un volet non négligeable de l'aide lausannoise en 2004. C'est ainsi que la Ville a notamment contribué à soutenir la formation de conseillers en agriculture, sylviculture et élevage durables au Bouthan, dans le cadre d'un projet de l'organisation Helvetas présenté par la FEDEVACO (Fédération Vaudoise de Coopération). Il en va de même pour la construction d'une station de production d'électricité photovoltaïque destinée à alimenter une école en Tanzanie, sur la base d'un projet de l'association «Friends of Kisimiri». Sous d'autres cieux encore, l'aide de la Ville a permis la construction d'un cabinet de médecine traditionnelle et d'un jardin de

plantes médicinales au Vietnam, les travaux étant réalisés sur place avec l'aide bénévole de gymnasiens lausannois inscrits au programme de Nouvelle Planète durant leurs vacances d'été. Via sa participation au fonds international pour l'eau potable institué par Medair, Lausanne a de surcroît participé à l'élaboration de barrages, réservoirs, canaux d'irrigation et puits en Afghanistan. Enfin, et dans l'espoir de rendre des terrains minés à nouveau praticables, une assistance a été accordée aux ingénieurs et techniciens bénévoles de Digger DTR (recherche en technologies de déminage) à Courtelary, qui devrait leur permettre de produire en série, et sans but lucratif, des prototypes d'engins télécommandés destinés au déminage.

Concernant le soutien aux **valeurs démocratiques** et la défense de la société civile, la Ville a notamment poursuivi son soutien à l'action de promotion de la paix et des droits humains mise en place par Peace Brigades International en territoire mexicain. Un subside a, de même, été attribué à la Fondation «Para los Indios del Ecuador» pour son centre d'accueil destiné aux femmes victimes de violences dans les régions pauvres de l'Amazonie, ainsi qu'à l'école de «Neve Shalom/ Wahat-al-Salam» où des familles juives et palestiniennes bénéficient d'un entraînement quotidien à la coexistence pacifique.

En matière de **formation**, les fonds dévolus à la solidarité internationale ont permis de financer le stage d'un animateur burkinabé au festival de la Cité. De plus, des centres conjuguant accueil et formation, tels le foyer pour enfants abandonnés de La Plata (Argentine) et le foyer-ferme pour enfants et adolescents de San Andres (Pérou) ont vu se renouveler l'aide directe qui leur était accordée, comme les «Villages d'enfants SOS» destinés aux enfants des rues.

Au registre de la **santé**, un subside a été consenti en faveur de l'association Anitié, pour son projet de mise à disposition d'une antenne médicale et scolaire en pays dogon: de quoi tenter d'enrayer, en parallèle, le dépeuplement de la région. D'autre part, et sachant que des maladies telles que la cataracte, le glaucome ou la cécité des rivières sont trop rarement prises en compte dans les programmes de coopération au développement, l'antenne suisse de la Mission chrétienne pour les aveugles a reçu un subside pour assurer la prévention et le traitement de ces affections. Ailleurs, l'organisation MediCuba a continué à recevoir un soutien de la Ville pour son programme de fourniture de matières premières destinées à la fabrication locale de médicaments et, de ce fait, au maintien du système sanitaire cubain.

Dévolu simultanément à la conservation du **patrimoine culturel** et à la **promotion économique-touristique** locale, le musée ethnique de Gaoua, au Burkina Faso, a en outre bénéficié de la dernière tranche d'un substantiel encouragement lausannois.

Enfin, l'enveloppe octroyée au fonds de coopération de l'AIMF (Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones) a été renouvelée à des fins de **développement** des collectivités publiques francophones d'outre-mer. La Ville a pu ainsi orienter vers cet organisme une partie des multiples demandes en provenance d'Afrique auxquelles il ne lui était pas possible de faire face.

Et si la solidarité internationale tend à privilégier la coopération au développement sur une certaine durée de préférence à l'aide d'urgence à court terme, cette dernière a tout de même bénéficié - comme précédemment - de l'enveloppe annuelle globale attribuée au Comité international de la Croix-Rouge pour faire face à d'imprévisibles catastrophes humanitaires.

#### *Aide aux pays d'Europe orientale et orientale*

Comme chaque année, cinq élèves du lycée franco-tchèque de Brno - reçus dans des familles lausannoises avec le soutien de la Ville - ont effectué un stage de six semaines dans le cadre du gymnase du Bugnon. A noter qu'au titre de la réciprocité, l'expérience d'accueil, par des Tchèques d'un groupe de gymnasiens lausannois, commencée l'an dernier, se poursuit avec de bonnes perspectives de perpétuation.

De son côté, la Ville a poursuivi ses échanges avec Osijek (Croatie) en recevant pour un stage de français un fonctionnaire délégué par la mairie de cette ville. En tant que partenaire principale de l'Agence de la démocratie locale d'Osijek (instituée sous l'égide du Conseil de l'Europe pour restaurer les valeurs démocratiques, le dialogue interethnique et la promotion économique en ex-Yougoslavie), la Ville de Lausanne a, de surcroît, continué d'assurer le salaire du délégué local, qui œuvre depuis plusieurs années à des projets de coopération transfrontalière; elle a également organisé à l'intention de ses partenaires croates un séminaire manifestement très apprécié, consacré aux débouchés de l'agriculture. L'association Causes communes Vaud, qui mène notamment des projets concernant les jeunes et le déminage en Ex-Yougoslavie et participait à ce séminaire en tant que partenaire de l'Agence de la démocratie locale d'Osijek, a également bénéficié d'un soutien pour l'occasion.

Enfin, l'aide à la pouponnière hongroise de l'association Emmi Pikler-Loczy et à son centre de recherche pédagogique a également été reconduite.

#### **Réceptions**

Les multiples réceptions et cérémonies organisées tout au long de l'année par le secrétariat municipal ont principalement eu pour cadre l'Hôtel de Ville, la Maison de Mon-Repos et le Casino de Montbenon, mais aussi les domaines viticoles communaux et divers lieux en ville.

Parmi les personnalités et délégations reçues, signalons

les chercheurs du symposium international TMCE de l'EPFL, les membres du Cercle genevois des conjoints de diplomates, ou encore les responsables des Ministères de la santé et du commerce des pays les moins favorisés, réunis en congrès à l'Université de Lausanne. Dans le cadre des contacts avec les Hautes Ecoles, mentionnons également l'accueil de plusieurs nouvelles volées d'étudiants suivant un enseignement post grade à Lausanne, dont ceux de l'Ecole hôtelière de Lausanne, des programmes Executive Master de l'UNIL et de l'EPFL (en technologie, en systèmes logistiques, et en administration et technologie du sport), et ceux du programme MBA de l'IMD. La Municipalité a également rencontré, dans le domaine de la formation, les responsables de l'Ecole Hôtelière de Lausanne et de l'IMD.

Le secrétariat municipal a par ailleurs participé à l'organisation de la cérémonie d'accueil public, le 4 août, de la barque «La Vaudoise», de retour en eaux lausannoises après son épopée à Brest en juillet, et a organisé la réception des nouvelles et nouveaux retraités de la Commune au Casino de Montbenon le 8 octobre, en collaboration avec l'association Agora, ainsi que la fête en gare de Lausanne, le 1<sup>er</sup> décembre, en l'honneur de M. Jean-Philippe Maitre, président du Conseil national pour 2005.

Dans le domaine du sport, le secrétariat municipal a mis sur pied plusieurs réceptions officielles ou contribué à leur organisation, à l'occasion notamment de la rencontre de Coupe Davis de tennis Suisse-France, le 10 avril, de la deuxième édition du congrès Sportaccord, le 16 mai (réunissant 99 fédérations sportives, la commission exécutive du CIO et le conseiller fédéral Samuel Schmid), du passage de la flamme olympique à Lausanne, le 24 juin, du championnat d'Europe de football des moins de 19 ans, le 16 juillet, du Tir des communes du district, dont l'édition 2004 s'est déroulée à Lausanne le 23 septembre, et de la remise des récompenses aux sportifs lausannois méritants, le 6 décembre.

Huit inaugurations ont eu lieu au cours de l'année avec l'appui du secrétariat municipal: le 22 avril, les nouvelles serres de la Ville à la Bourdonnette, le 16 mai, la pose de la première pierre de la Maison du sport international à Vidy, le 2 juin, la terrasse publique sur le toit du bâtiment dit de «La Banane» au-dessus du Flon, le 9 juin, l'Espace d'information consacré aux chantiers m2 et Tridel, sous les arches du Grand-Pont, le 17 juin, l'ouverture officielle du chantier du futur métro m2, à la place de l'Europe, le 15 septembre, le nouveau parking-relais de la Tuilière, à la Blécherette, le 22 septembre, les nouveaux locaux pour la formation du personnel communal au CEP, et le 11 décembre, la nouvelle ligne 18 de transports publics des tl, reliant Lausanne à Crissier.

Sur le plan culturel, trois plaques commémoratives ont été inaugurées à la mémoire de Catherine et Gabriel de Rumine, de Théophile Alexandre Steinlen et de Serge Lifar. Le secrétariat municipal a également contribué au bon déroulement de 39 vernissages, dont 17 au Forum de l'Hôtel de Ville, 18 dans les musées communaux et 4 dans d'autres lieux d'exposition lausannois, notamment dans la halle de gare de marchandises de Sébeillon, le 19 juin, à l'occasion du lancement officiel de la manifestation *Lausanne Jardins 2004*.

## Relations institutionnelles

La Municipalité a rencontré pour des séances de travail le Conseil d'Etat vaudois, le préfet du district de Lausanne, le Conseil administratif de la Ville de Genève, ainsi que les municipalités de Nyon, Aigle, Renens et Prilly, et les délégations municipales des communes composant le triage forestier du Veyron, dans le cadre d'une visite de la tour de Sauvabelin. Elle a également reçu ou rencontré, en corps ou en délégation, le maire de la ville bulgare de Veliko Turnovo, une délégation de la Commission culturelle du parlement ukrainien, en voyage d'étude dans notre pays, les juges du Tribunal fédéral et leurs hôtes de la Cour constitutionnelle fédérale allemande, une délégation économique chinoise, conduite par le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire de la Province du Shaanxi en visite en Suisse et intéressée par les projets du m2 et Tridel, une délégation de la Ville de Bruxelles, et la commission de gestion du Grand Conseil, à l'occasion d'une journée d'étude consacrée à notre ville. La Municipalité a participé enfin, en délégation, à la Journée des communes vaudoises, à Orbe, ainsi qu'à l'assemblée générale de l'Union des villes suisses, à Bâle.

## Manifestations - Sociétés locales (fanfares, groupes musicaux et chorales)

Le secrétariat municipal a apporté son appui - ou a coordonné celui d'autres services de l'administration - à de nombreuses manifestations, dont les principales ont été, chronologiquement :

- Du 21 juin au 5 septembre, la 23<sup>e</sup> édition d'*Entrée libre pour un été*. Plus de 140 spectacles ou animations offerts gratuitement aux Lausannois ou aux touristes à la place de la Louve, à la Cité, à Montbenon, dans le Parc Mon-Repos, à Ouchy, à la salle du Métropole, à la Cathédrale, dans plusieurs églises et dans les quartiers. Un nouveau don de la Société vaudoise d'aide sociale et culturelle de la Loterie Romande a permis à l'association d'inclure dans son programme quelques événements de haut niveau culturel ainsi que d'améliorer la promotion des spectacles offerts.
- Le 21 juin, la *Fête de la Musique*. Plus de 1 250 musiciens représentant tous les styles de musique ont participé à la 10<sup>e</sup> édition lausannoise de cette manifestation. On a estimé à plus de 30 000 les spectateurs présents; 111 concerts se sont déroulés sur 27 lieux, en plein air, dans des églises, salles de spectacles, écoles de musique, salles de cinéma, musées et clubs, bars, caveaux ou cafés. Le comité de l'Association de la Fête de la musique a pu améliorer le retentissement de cette manifestation grâce à un nouveau don de la Société vaudoise d'aide sociale et culturelle de la Loterie Romande.
- Les 25 et 26 juin, la 35<sup>e</sup> *Fête de Lausanne*. Avec le Lausanne Hockey Club au titre d'hôte d'honneur, la fête s'est déroulée dans de bonnes conditions météorologiques. Cette manifestation requiert toujours un soutien logistique important de la part des services communaux. Le comité d'organisation a connu des problèmes liés au remplacement de plusieurs membres.

- Du 2 au 10 juillet, le *Festival de la Cité*. La contribution des services communaux est toujours très importante; les contacts entre les services de la Ville et l'équipe des organisateurs restent excellents.
- Le 1<sup>er</sup> août, la *Fête Nationale*. La cérémonie officielle s'est déroulée au centre sportif de la Blécherette, chemin des Bossons; pour son organisation, le secrétariat municipal a collaboré avec la Société de développement du Nord et la fanfare municipale l'Avenir. La fête s'est achevée autour du feu traditionnel.

L'habituelle fête populaire de la Société de développement et des Intérêts d'Ouchy (SDIO) a été organisée, place de la Navigation et place du Port. Le feu d'artifice tiré sur le lac, offert à la population par la SDIO, avec la collaboration des services de la Ville, a attiré, comme ces dernières années, un très nombreux public.

Par ailleurs, diverses demandes de soutien financier ou logistique relatives à des événements ponctuels ont été examinées et ont reçu, dans l'ensemble, une suite favorable.

La question du subventionnement des fanfares a par ailleurs fait l'objet d'un examen approfondi, sous l'égide de l'Association des corps de musique lausannois. Les effets s'en concrétiseront en 2005.

## Caveau de la Louve

Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2004, le secrétariat municipal a repris la gestion du Caveau de la Louve (anciennement Caveau de l'Union des sociétés lausannoises) confiée antérieurement à la section vaudoise de l'Association Suisse des Vignerons Encaveurs. Outre son utilisation par différents services communaux comme salle de réunion, ce local a fait l'objet de 32 locations à diverses sociétés, associations ou personnes privées pour des assemblées ou apéritifs.

## Chaire d'honneur de la Ville de Lausanne à l'UNIL

La chaire d'honneur de la Ville à l'Université de Lausanne, créée dans le cadre du Réseau des universités des capitales d'Europe (UNICA) par une décision du Conseil communal du 9 avril 2002, n'a pu prendre son envol réel que pendant l'année sous revue. La concrétisation du projet s'est avérée difficile du fait que les universités partenaires n'ont pas été en mesure de libérer de tout ou partie de leurs enseignements des professeurs de qualité détachés à Lausanne. En définitive, la chaire a été pourvue comme suit :

- Semestre d'été 2003-2004/semestre d'hiver 2004-2005 : Prof. Christian Vandermotten, directeur du Département de géographie de l'Université libre de Bruxelles, pour un cours intitulé «Permanences et trajectoires des disparités européennes», à la Faculté des géosciences et de l'environnement;
- Semestre d'hiver 2004-2005 : Prof. Kris Deschouwer, du Département de sciences politiques de la Faculté d'économie, de sciences sociales et politiques et de la Solvay Management School de la «Vrije Universiteit Brussel», pour un enseignement sur «Les éléments consociatifs du

système européen», à la Faculté des sciences sociales et politiques, où il participe également aux activités de recherche de l'Institut d'études politiques internationales.

La chaire d'honneur de la Ville a été inaugurée lors d'une cérémonie mise sur pied conjointement par le rectorat de l'Université et la Municipalité, le 1<sup>er</sup> décembre 2004, lors de laquelle les deux professeurs invités ont présenté des exposés fort remarquables.

### **Conférence des secrétaires municipaux et des secrétaires généraux**

Cette conférence s'est réunie à trois reprises, avec à l'ordre du jour des questions variées, mais intéressant l'ensemble des directions et nécessitant le plus souvent une action coordonnée. On citera, parmi les dossiers traités, l'utilisation de véhicules pour les besoins du service, l'application de la loi sur l'information, la distribution du courrier postal, ou encore l'utilisation des salles de conférences.

### **VOTATIONS ET ÉLECTIONS**

Hormis les votations fédérales des 8 février, 16 mai (avec une votation cantonale), 26 septembre et 28 novembre, le secrétariat municipal a été mobilisé par l'organisation et le dépouillement d'une élection complémentaire, en un seul tour, au Conseil d'Etat, le 24 octobre, le candidat élu ayant obtenu la majorité des voix au 1<sup>er</sup> tour du scrutin.

En raison de la forte progression, depuis 2002, du vote reçu par correspondance, 11 des 25 bureaux de vote de quartier ont été fermés avant le scrutin de septembre, le choix ayant été effectué en fonction de la fréquentation de chaque lieu et de sa situation géographique, ces fermetures permettant, en outre, de réduire les frais d'organisation des scrutins.

Le secrétariat municipal a par ailleurs été impliqué dans la mise sur pied et le bon déroulement, en collaboration avec le Bureau lausannois pour l'intégration des immigrés (BLI), de sept séances de présentation des droits politiques communaux organisées à l'intention des nouveaux électeurs lausannois de nationalité étrangère. Ces séances ont rassemblé environ 2 200 personnes, sur quelque 20 000 électeurs invités.

### **Registre civique**

Au 31 décembre 2004, le corps électoral lausannois comptait 80 915 électrices et électeurs (31 décembre 2003 : 61 417), dont 60 780 suisses et 20 135 ressortissants étrangers; 9 300 personnes (31 décembre 2003 : 8 842) étaient en outre inscrites au registre central des Suisses de l'étranger, tenu à Lausanne pour l'ensemble du canton.

### **Votations et élections**

#### *Scrutins organisés*

- 4 votations fédérales, 13 objets au total
- 1 votation cantonale, 2 objets au total
- 1 élection cantonale

### *Objets et participation*

#### 1. Votation fédérale du 8 février 2004

- a) Contre-projet de l'Assemblée fédérale relatif à l'initiative populaire «Avanti – Pour des autoroutes sûres et performantes», qui a été retirée
- b) Modification du 13 décembre 2002 du Code des obligations (Bail à loyer)
- c) Initiative populaire du 3 mai 2000 «Internement à vie pour les délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables»

Electeurs inscrits : 70 382; votants : 31 723; participation : 45.07 %

#### 2. Votation fédérale du 16 mai 2004

- a) Modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (LAVS) (11<sup>e</sup> révision de l'AVS)
- b) Arrêté fédéral sur le financement de l'AVS/AI par le biais d'un relèvement de la taxe sur la valeur ajoutée
- c) Loi fédérale sur la modification d'actes concernant l'imposition du couple et de la famille, l'imposition du logement et des droits de timbre

Electeurs inscrits : 70 503; votants : 34 733; participation : 49.26 %

#### 3. Votation cantonale du 16 mai 2004

- a) Initiative populaire «Sauver le Pied du Jura»
- b) Initiative populaire «Pour la suppression de l'impôt sur les successions et donations en ligne directe descendante et entre conjoints» et contre-projet du Grand Conseil

Electeurs inscrits : 61 540; votants : 30 219; participation : 49.10 %

#### 4. Votation fédérale du 26 septembre 2004

- a) Arrêté fédéral du 3 octobre 2003 sur la naturalisation ordinaire et sur la naturalisation facilitée des jeunes étrangers de la deuxième génération
- b) Arrêté fédéral du 3 octobre 2003 sur l'acquisition de la nationalité par les étrangers de la troisième génération
- c) Initiative populaire du 26 avril 2002 «Services postaux pour tous»
- d) Modification de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur le régime des allocations pour perte de gain en faveur des personnes servant dans l'armée, dans le service civil ou dans la protection civile

Electeurs inscrits : 70 587; votants : 35 405; participation : 50.16 %

#### 5. Election cantonale du 24 octobre 2004

Election complémentaire d'un membre du Conseil d'Etat (1<sup>er</sup> tour)

Electeurs inscrits : 61 337; votants : 22 831; participation : 37.22 %

6. Votation fédérale du 28 novembre 2004
- Arrêté fédéral du 3 octobre 2003 concernant la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT)
  - Arrêté fédéral du 19 mars 2004 sur un nouveau régime financier
  - Loi fédérale du 19 décembre 2003 relative à la recherche sur les cellules souches embryonnaires (Loi relative à la recherche sur les cellules souches, LRCS)

Electeurs inscrits : 70 352; votants : 25 448; participation : 36.17 %

#### *Initiatives et référendums vérifiés*

##### Initiatives fédérales

- Pour la baisse des primes d'assurance-maladie dans l'assurance de base*

Signatures reçues : 560; valables : 471

- Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale*

Signatures reçues : 505; valables : 430

- Pour des aliments produits sans manipulations génétiques*

Signatures reçues : 1 746; valables : 1 526

- Pour une caisse-maladie unique et sociale*

Signatures reçues : 10 422 ; valables : 7 824

##### Initiatives cantonales

- Contre le droit d'éligibilité et de vote des étrangers*

Signatures reçues : 899; valables : 862

- 2 janvier et lundi de Pentecôte : jours fériés pour toutes et tous*

Signatures reçues : 5 687; valables : 5 032

- La parole aux communes! (référendum des communes)*

Signatures reçues : 1 159; valables : 1 033

##### Référendums fédéraux

- Contre la modification du 3 octobre 2003 de la loi fédérale sur le régime des allocations pour perte de gain en faveur des personnes servant dans l'armée, dans le service civil ou dans la protection civique (contre une nouvelle assurance maternité)*

Signatures reçues : 197; valables : 178

- Contre la modification du 3 octobre 2003 de la loi fédérale sur l'AVS (11<sup>e</sup> révision de l'AVS)*

Signatures reçues : 3 716; valables : 3 300

- Contre la loi fédérale du 19 décembre 2003 relative à la recherche sur les cellules souches embryonnaires (LRCS)*

Signatures reçues : 575; valables : 520

- Contre la loi fédérale du 18 juin 2004 sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (Loi sur le partenariat, LPart)*

Signatures reçues : 463; valables : 429

## **BOURGEOISIE, NATURALISATIONS ET DÉCLARATIONS**

### **Bourgeoisie de Lausanne**

Les mouvements suivants ont été enregistrés :

- 468 étrangers (de 48 nationalités) ont acquis la bourgeoisie de Lausanne par procédure de naturalisation ordinaire;
- 52 étrangers, tous époux(es) de Suisses(es) originaires de Lausanne ont bénéficié de la procédure de naturalisation facilitée;
- 8 enfants étrangers sont devenus suisses et bourgeois de Lausanne par procédure de naturalisation facilitée.

Les autres événements, comme les naissances, mariages, décès, réintégrations, ne sont plus communiqués par l'état civil.

### **Naturalisations**

*Auditions de candidats(es) étrangers(ères) à la bourgeoisie de Lausanne par des délégations conjointes de la Municipalité et du Conseil communal*

42 délégations conjointes de la Municipalité et de la Commission permanente des naturalisations du Conseil communal ont auditionné 443 candidats(es) - 461 en 2003 - afin d'émettre un préavis à l'intention des autorités cantonales et fédérales; 35 d'entre eux (elles) ont dû être reconvoqués(es), leurs connaissances et/ou leur intégration n'étant pas considérées comme suffisantes.

### *Promesses de bourgeoisie de Lausanne*

En 2004, 433 personnes (2003 : 390) ont obtenu une promesse de bourgeoisie de notre commune, soit 301 requérants(es), 42 conjoints(es) et 90 enfants.

### **Déclarations**

Le bureau des déclarations a délivré les pièces officielles suivantes :

	<u>2003</u>	<u>2004</u>
Authentications de photocopies	2 079	1 723
Actes de mœurs	185	149
Certificats de vie	629	718
Actes d'origine (jusqu'au 30.09.2004) *	762	744
Déclarations de fortune (sans émoluments)	756	838
<b>Total</b>	<b>4 411</b>	<b>4 172</b>

\* depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2004, les actes d'origine sont établis par l'état civil.

### **BUREAU DES IMPRIMÉS ET DU MATÉRIEL**

Dans le cadre de «Prestations 2004», la Municipalité a décidé de rattacher le Bureau des imprimés et du matériel (BIM) au Magasin général des Services industriels (MAGESI), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Cette décision a été prise à la suite d'une réflexion générale sur les achats effectués par la Ville; le regroupement dans une même unité des acheteurs professionnels œuvrant dans l'administration entraînera à terme des synergies propres à générer des économies, et améliorera la qualité de soutien et des prestations offerts aux services. Jusqu'à la mise en place définitive de la nouvelle structure, la fonction du BIM demeure cependant inchangée.

#### Mobilier

Dans la continuité de l'effort d'économie entrepris par le BIM, la fourniture du mobilier de bureau standard a fait l'objet pour la première fois, pour l'ensemble de l'administration, d'une procédure de mise en soumission et d'adjudication conforme à la législation sur les marchés publics. Cette manière de procéder a nécessité un important travail de préparation, en étroite collaboration avec les services concernés, mais a porté ses fruits : les prix obtenus ont été de quelque 30 % inférieurs à ceux qui étaient prévus.

#### Consommables

Au vu de l'augmentation constante de la consommation de poudre et d'encre pour imprimantes, des mesures ont été prises afin de réduire les dépenses, en appliquant notamment le flux tendu («just in time») pour les commandes et en limitant fortement les stocks dits de réserve dans les différents services.

#### Fournitures de bureau – Produits de nettoyage

Un effort significatif a été réalisé afin de réduire la palette des produits. Malgré cet effort, la consommation a subi une augmentation, notamment pour les articles dits particuliers ou exceptionnels, d'usage restreint au sein de l'administration.

### CASINO DE MONTBENON

#### Entretien du bâtiment et du matériel

Outre les travaux d'entretien usuels, il convient de relever :

- Le remplacement des blocs de puissance et de la console d'éclairage de la salle Paderewski, ainsi que les blocs de puissance de l'éclairage de la salle des fêtes qui étaient en fin de vie après 23 ans d'utilisation.
- La restauration du larmier et des moulures de l'avant toit nord ouest, suite à la chute d'une partie des éléments.
- Le remplacement urgent de la régulation du chauffage du bâtiment, qui ne pouvait plus garantir la sécurité du système.

#### Manifestations

Le Casino a accueilli 384 événements en 2004 (2003 : 371, 2002 : 356) selon la répartition mensuelle suivante :

	salle Paderewski	salle des fêtes
Janvier	20	8
Février	24	10
Mars	31	17
Avril	24	7
Mai	17	9
Juin	15	11
Juillet	18	11
Août	12	2
Septembre	21	15
Octobre	20	24
Novembre	29	16
Décembre	21	11
	<b>252</b>	<b>141</b>

Outre les assemblées, spectacles des sociétés locales et autres activités traditionnelles, les événements les plus marquants ont été :

- En avril, cinq représentations de l'opéra de Henry Purcell, Didon et Enée à la salle Paderewski. Le chœur Calliope mené par Florence Grivat, dans une mise en scène de Diane Decker, a créé un événement qui a rassemblé plus de 2 000 spectateurs.
- En juillet et août, dans le cadre d'*Entrée libre pour un été*, six concerts de jazz privilégiant les musiciens de la région ont été programmés par l'association «Onze Plus». Un orchestre de jeunes musiciens de Grande Bretagne, *Enfield Grammar School*, le *Quatuor Sine Nomine* et le *Sinfonietta de Lausanne* ont fait salle comble au théâtre de verdure ou à la salle Paderewski.
- En septembre, la 5<sup>ème</sup> édition du *Lausanne Young Masters Chess Tournament* a réuni un plateau exceptionnel en invitant les meilleurs joueurs d'échecs européens durant cinq jours.
- En novembre, le *festival de jazz annuel* organisé par l'association «Onze plus» avec les grands concerts à la salle Paderewski, des films inédits au cinématographe et des concerts de musique électronique s'adressant à un public plus jeune à la salle des fêtes a vu passer près de 3 000 spectateurs en quatre jours, suivi par le 3<sup>ème</sup> «*Lausanne Underground Film Festival*» proposant des projections inédites à la salle Paderewski et au cinématographe avec des concerts de musique électronique à la salle des fêtes.

- En décembre, deux journées consacrées au compositeur Toru Takemitsu ont été proposées par la *Société de musique contemporaine* en coproduction avec le Conservatoire de Lausanne et la Cinémathèque suisse.

## FORUM DE L'HÔTEL DE VILLE

Le Forum a accueilli les 17 expositions suivantes :

- 7 - 24 janvier : *Ni hérisson, ni paillason - La non-violence en jeu* - A l'occasion du 35<sup>e</sup> anniversaire du Centre Martin Luther King, exposition présentant de grandes affiches et différentes animations montrant aux enfants - et aux adultes - qu'il est possible d'avancer dans la vie sans blesser autrui, ni se laisser piétiner.
- 27 janvier - 14 février : *Un amour de cartes postales* - Amoureux du passé, sans être nostalgiques, les membres de la société ont présenté des cartes postales de tout genre, dont un aperçu de Lausanne au début du XX<sup>e</sup> siècle (Société romande de cartophilie)
- 18 février - 6 mars : *Solidaires au quotidien* - Exposition destinée à sensibiliser le public au commerce équitable (Association romande des Magasins du Monde)
- 17 - 27 mars : *Les Explorateurs du Temps* - Les élèves ont visité l'art des grandes civilisations depuis l'homme des cavernes à nos jours... Invitation au voyage (Direction de l'Etablissement primaire de Prélaz et Gilles Borgstedt, sculpteur)
- 1<sup>er</sup> - 17 avril : *Vaud Photos* - Exposition réunissant une trentaine de passionnés de l'image qui ont photographié le canton de Vaud de façon originale (Photo-Club de Lausanne)
- 22 avril - 8 mai : *Protestants, Catholiques et Juifs - Deux siècles de vie quotidienne dans le canton de Vaud* - Exposition présentant, de 1803 à nos jours, la cohabitation des trois communautés religieuses dont la présence historique dans le canton de Vaud vient d'être reconnue par la nouvelle Constitution (Commission de coordination Eglises et Judaïsme)
- 13 - 29 mai : *Alice Patch en noir et blanc... et en couleurs* - Exposition sur le patchwork, technique très ancienne consistant à coudre des morceaux de tissu ensemble pour réaliser des pièces utilitaires ou décoratives, modernes ou classiques, cousues à la main ou à la machine (Club Alice Patch)
- 3 - 12 juin : *Association Kamathipura - Accueil et éducation de l'enfance en danger* - Présentation de son action dans le quartier chaud de Bombay et vente d'objets d'artistes et artisans indiens (Association Kamathipura)
- 15 - 26 juin : *Un malade, un traitement - Regards de photographes sur le sida* - Portraits se conjuguant entre pudeur et respect, rendant aux personnes infectées toute leur dignité (Médecins sans frontières Suisse)
- 28 juin - 14 août : *Artisanat contemporain - 23<sup>ème</sup> exposition-vente* (Association du marché des artisans de Lausanne)
- 1<sup>er</sup> - 11 septembre : *Gymnase du Bugnon - 25 ans de collections et d'éditions d'œuvres d'art* (Gymnase cantonal du Bugnon)
- 16 septembre - 2 octobre : *Des peintres de la Société d'études artistiques* - Exposition de peintures ou de sculptures, paysages, natures mortes ou sujets abstraits, réalisés au moyen de techniques traditionnelles ou modernes (Société d'études artistiques)
- 5 - 16 octobre : *Celui qui porte la charge sait où elle pèse* - Exposition de 105 photographies ayant pour vocation de représenter l'âme profonde des Tibétains (Association pour le respect et la dignité des porteurs d'Himalaya)
- 20 - 30 octobre : *Fascination berbère, la culture amazighe de l'Atlas marocain* - Divers objets, panneaux pédagogiques et tableaux ont permis de découvrir la vie quotidienne, les origines, l'histoire et la littérature amazighe ainsi que les paysages envoûtants de l'Atlas marocain (Association AlpAtlas)
- 3 - 20 novembre : *Energie dans la cité - Prospectives et autonomie énergétique communale* - Présentation, avec le soutien des Services industriels de Lausanne, d'une exposition sur le thème de l'autonomie énergétique communale (Association pour le développement des énergies renouvelables)
- 24 novembre - 4 décembre : *L'eau dans le monde* - Exposition collective de peinture, projet primé dans le cadre du Fonds culturel pour les communautés étrangères de Lausanne
- 7 - 23 décembre : *45<sup>ème</sup> Braderie des ateliers pour handicapés* - Exposition-vente présentant l'artisanat d'institutions s'occupant de personnes handicapées (CROEPI - Centre romand d'orientation et d'éducation professionnelle des invalides).

## ARCHIVES DE LA VILLE

Durant l'année 2004, deux axes de réflexion ont structuré le travail mené aux Archives : le premier concernait le pré archivage et la préparation du déménagement attendu des services situés à Beau-Séjour. Le second était lié à l'opération « Prestations 2004 » menée en parallèle avec la migration des données informatiques sur le SAN (projet Start), occasion d'une réflexion générale sur l'organisation interne des Archives. Cette opération s'est traduite dès le mois d'août 2004 par la réduction du taux d'activité du poste consacré au microfilmage et à la numérisation. Cela a nécessité une nouvelle description du poste et l'abandon d'un certain nombre de prestations en faveur de la commission des archives filmiques notamment. Les réformes internes dans l'organisation du travail ont résolu les difficultés constatées en bibliothèque. Toutefois, à moins de remettre en cause les missions des Archives, on ne peut plus escompter des gains de productivité significatifs.

Peu de modifications dans les locaux sinon la mise en service de la nouvelle centrale téléphonique et une mise à jour des plans des Archives destinés au service de secours et d'incendie, avec indication des différents groupes de détection d'incendie.

Les Archives ont participé aux actions publiques et culturelles suivantes : expertises (Université de Lausanne, OCL/Desarzens), conférences données (Universités de Genève et de Lausanne, Société

d'histoire de Genève, Association vaudoise des archivistes), publications (Mémoire Vive, sites Internet de lausanne.ch et de l'Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud). Dès le mois d'août, l'archiviste B a été délégué au groupe de travail de l'Association vaudoise des archivistes chargé d'établir des directives pour la gestion documentaire au sein des communes vaudoises. En collaboration avec l'Université de Lausanne, les Archives ont accueilli un stagiaire en charge de la transcription des carnets personnels de Louis Rambert, diplomate et homme d'affaires suisse installé dans l'Empire ottoman avant la première guerre mondiale.

#### *Consultation*

1 016 personnes (2003 : 1 359) dont 663 nouveaux inscrits (2003 : 1 051) ont eu recours aux services des Archives; 2 126 prestations ont été dénombrées (2003 : 2 337). La part des requêtes émanant des services administratifs reste stable (10 % du total) alors que les demandes par voie électronique se situent toujours autour de 5 % du total.

#### *Animations et prêts d'archives pour expositions*

Les Archives ont poursuivi leurs animations. Dans le cadre des *Petits matins*, une présentation dirigée par l'archiviste de la Ville a abordé les sources de l'histoire des genres avec l'appui de deux historiennes.

Avec le soutien de la Cinémathèque, les archives filmiques ont assuré à deux reprises la projection publique de leur documentaire sur la construction de la Tour de Sauvabelin (*Couleur bois*, réalisé par Bertrand Nobs). Plus de 600 personnes ont ainsi pu visionner ce moyen-métrage tourné en 16 mm. Trois autres projections ont été assurées (Société de développement du Nord, Institut maïeutique et Fodovi). En collaboration avec l'association Media et Culture, un DVD conçu et masterisé par l'équipe des archives filmiques avec le soutien de divers services de l'administration a pu être édité en octobre 2004. Une projection du film sur la restauration de la tour lanterne de la cathédrale a été également assurée pour les guides d'accueil du Mouvement des aînés.

A Yverdon-les-Bains, le film de Jacques Boolsky, *La circulation*, tourné à Lausanne en 1930, a été présenté par l'archiviste de la Ville dans le cadre de l'exposition «Les Vaudois font leur cinéma».

A la demande de l'association Transport et Environnement, un court métrage de fiction monté à partir d'archives a été réalisé par les Archives et présenté lors de la journée jubilaire (Tessin). Ce même film a été présenté sur Tvrl à l'occasion des journées du patrimoine.

Comme par le passé, un atelier de généalogie a été organisé pour le *passport-vacances*.

A noter enfin le prêt de documents pour des expositions organisées par le Musée historique de Lausanne et le Musée du Vieil Ouchy.

#### *Formation*

Les Archives ont accueilli cinq stagiaires engagés dans les études professionnelles (apprentissage ou pré-HES). Par ailleurs, comme les autres années, pour répondre à la demande des personnes intéressées à

suivre les filières de formation en information documentaire, les Archives ont ouvert leurs portes à 5 jeunes qui en avaient fait la demande.

Des séminaires ont été donnés pour une classe du gymnase du soir et une classe d'apprentis. Trois classes de gymnasiens (Bugnon, Elysée) ont également été reçues avec leur professeur.

Comme en 2003, l'archiviste de la Ville a dispensé des cours introductifs aux apprentis tandis que le collaborateur en charge des sources audiovisuelles a donné des séminaires à l'Ecole d'ingénieur et conseillé plusieurs étudiants.

Enfin, 7 personnes de l'administration communale ont suivi le cours organisé par les Archives dans le cadre de la formation continue.

#### *Pré archivage administratif*

Afin d'assurer un pré archivage plus rationnel au sein de l'administration, conseils en matière de plan de classement et de conditionnement des documents ont été proposés aux services suivants : service administratif de Travaux, signalétique urbaine, routes et mobilité, urbanisme, sports, eauservice, architecture, BLI, service social, service du travail, service de la culture, service des études générales et des relations extérieures (SEGRE), service du personnel.

En prévision du futur déménagement des services administratifs de Beau-Séjour au Flon, les archivistes ont rencontré le conseiller municipal et les chefs de service de la Direction des travaux. Suite à la suppression du service administratif de cette direction, les différents services ont désigné leur responsable du pré archivage. Une rencontre autour des problèmes archivistiques que soulève l'application Goéland a également eu lieu.

L'office de la police des constructions ayant repris la gestion des dossiers d'écritures relatifs aux bâtiments dès le 1<sup>er</sup> juillet 2004, une base de données constituée de 11 000 références a été créée en partenariat avec les Archives pour la gestion de ces dossiers pré archivés par le service d'urbanisme. Selon le même principe, une base de données a été créée pour les dossiers techniques du service des routes et de la mobilité.

#### *Archives historiques (versements et inventaires)*

Durant l'année, 103 versements (2003 : 80) ont été effectués tant par l'administration que par des privés.

L'administration communale (y compris le Conseil communal) a effectué 31 versements (2003 : 26). On dénombre les services, offices et bureaux suivants : service administratif de la Direction des travaux, architecture, urbanisme, études générales et relations extérieures, forêts-domaines-vignobles, immobilier, secrétariat municipal, cadastre, secrétariat général de la Direction de la sécurité sociale et de l'environnement, social et travail, information, service administratif de la Direction de la sécurité publique, personnel et assurances, Conseil communal.

Au 31 décembre 2004, les archives privées sont constituées de 498 fonds différents (2003 : 465). Les fonds suivants ont été créés ou complétés :

Théâtre de Vidy (G 05) par Turin (Sarah), Laufer (famille) (P 106) par Laufer (Marianne et Véronique),

Union chorale de Lausanne (P 120) par Rastorfer (Francis) et Collet (Paul), Société de développement du Nord (P 129) par Audemars (Jaqueline), Orchestre de chambre de Lausanne (P 132) par Tercier (Olga), Paroisse Saint-Laurent-Terreaux (P 175) par Cavin (Raymond-Louis), Union chorale de Lausanne (fonds du cinquantenaire) (P 178) par Berney (Albert), Télévision de la région lausannoise (P 241) par Matthey (Patrick) et Vittoz (François), Groupe des archives sonores de la Ville de Lausanne (P 246) par Knapp (Jean), Société des Alsaciens et Lorrains (P 251) par Royer (François), Cercle catholique de Lausanne (P 255) par Aeby (Olivier), Jeanneret (Pierre) (P 264) par Jeanneret (Pierre), Perret (Jean-Pierre) (P 296) par Perret (Jean-Pierre), Jardin urbain (association) (P 312) par Della Casa (Francesco), Union des employés de l'administration communale (P 332) par Enz (Olivier), Späni (Esther) (P 353) par Späni (Esther), Société vaudoise de navigation (Nana) (P 374) par Christinat (Georges), Association du Rhône au Rhin (P 378) par Jaquinet (Daniel), Encyclopédie illustrée du Pays de Vaud (P 391) par Cuendet (Julien), Cinémathèque suisse (P 441), Théâtre Boulimie (P 451) par Golovtchiner (Lova), TV Bourdo-net (P 456) par Richard (Stéphane), Meier (Béatrice) (P 466) par Meier (Béatrice), Moret (Roger) (P 467) par Moret (Lise), Auw (Lydia von - tutelle) (P 468) par Noverraz (Christiane), Memoriav (P 469), Schlaeppli (Jean) (P 470) par Schlaeppli (Jean), Union PTT Lausanne (P 471) par Faillettaz (Bernard), Cartographica Helvetica (P 472), Reusser (Francis) (P 473) via la Cinémathèque Suisse, Etoile d'Or Lausanne (batterie fanfare) (P 474) par Rheiner (Pierre), Fêtes cantonales des chanteurs vaudois (P 475) par Chatelan (Fabienne), Pasquier (Paul) (P 476) par Pasquier (Fanny), Union chrétienne de jeunes gens de Lausanne-Ouest (P 477) par Vincent (Raymond), Transports publics de la région lausannoise SA (P 478) par Elias (Olivier), Association des parents d'élèves (section Lausanne) (P 479) par Lavanchy (Véronica), Oulianoff (Nicolas) (P 480) par Ayrtton (Stephen), Mayor (Grégoire) - Sulser (Julien) (P 481) par Mayor (Grégoire), Lausanne, Bougainville SA (P 482) par Mangold (Claude), Fondation Madeleine Moret (P 483) par Robert (Bérénice), Zitz (Bernhard) (P 484) par Zitz (Bernhard), Compagnie Philippe Saire (P 485), Thuillard (Jan) (P 486) par Thuillard (Jan), Archives fédérales suisses (P 487) par Francillon (Célia), Climage Production (P 488) par Mayor (Grégoire), Carpini (Maurizio) (P 489) par Carpini (Maurizio), Francillon (François) (P 490) par Francillon (François), Faux-Nez (cave à chansons) (P 491) par Bert (Jacques), Association du 1er août (P 492) par Rheiner (Pierre) et Graf (Edouard), Fédération des unions de femmes du canton de Vaud (P 493) par Lavanchy (Eliane), Bozier (Etienne) (P 494) par Bozier (Etienne), Eclaireurs de Saint-Paul (P 495) par Sauty (Serge), Borgognon (famille) (P 496) par Leclerc (Elisabeth), Union des sociétés de développement de Lausanne (P 497) par Bressenel (Bernard), Schaefer Sports SA (P 498) par Schaefer (Georges), Lausanne. Que toutes et tous soient remerciés de leur précieux concours.

Sous la responsabilité de l'archiviste-adjoint, en collaboration avec le service d'architecture, les plans des bâtiments de la Ville ont été triés après numérisation, en tenant compte de la note du recensement architectural. Fin 2004, alors que l'opération s'achève, près de 8 500 plans représentant 290 immeubles ont été analysés.

L'imposant traitement des archives du secrétariat général des écoles s'est poursuivi. Tout aussi imposant par sa masse, l'archivage physique des expositions jusqu'au déménagement du Musée des arts décoratifs et des archives administratives dudit musée a été réalisé dans les locaux du Mu.dac sous la supervision de l'archiviste de la Ville. L'archivage du fonds de la famille Laufer a également constitué une tâche importante de l'année écoulée.

Parmi les 92 inventaires finalisés (2003 : 68), il faut citer le fonds de Radio Service Public (P 328) pour son importante documentation historique et photographique relative aux deux projets menés par l'association, soit un CD-ROM sur les établissements secondaires lausannois et un DVD-ROM sur les établissements publics lausannois. On retiendra aussi les fonds du 8<sup>e</sup> arrondissement de l'Eglise réformée du canton de Vaud (P 64 pour les années 1990-1994), Etienne Quaglia (P 410), typographe, espérantiste et membre d'une société d'anciens catéchumènes ainsi que les archives de l'Union des femmes de Lausanne (P 194) remontant au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Série documentaire très sollicitée, la chronique de Louis Polla, *Lausanne d'hier et d'aujourd'hui*, est progressivement numérisée pour faciliter les recherches. Fin 2004, 25 % des articles sont disponibles sur la base de données. Le site Internet des Archives a pu être enrichi du travail pharaonique de François Francillon ayant débouché sur la transcription informatique des registres du consistoire de Lausanne pour l'ensemble du XVIII<sup>e</sup> siècle.

#### *Les archives audiovisuelles (sons et archives filmiques)*

Les Archives ont poursuivi leurs enregistrements d'intérêt public ou scientifique, seules ou avec le concours du groupe des archives sonores. 15 heures de prises de sons nouvelles ont été archivées et documentées. A cela s'ajoute l'archivage de sons versés par des tiers, numérisés et documentés, soit 121 heures dont 90 pour les seules archives du journaliste Antoine Livio.

En 2004, 380 unités filmiques (2003 : 687) ont été inventoriées représentant 160 heures de visionnement (2003 : 256 h.), dont 62 heures pour la Télévision régionale lausannoise (2003 : 246 h.) et 36 heures pour TV Bourdo-Net. A relever aussi l'archivage des productions du Théâtre Boulimie (15 heures déjà traitées). Enfin, 31 heures de sources vidéos analogiques ont été également numérisées.

L'indexation des sources audiovisuelles a été totalement refondue. Elle utilise désormais les ressources d'une base de données et dispose des développements réalisés à l'interne, tant pour la saisie, la consultation, la validation que l'édition automatique des inventaires. Cette nouvelle formule est aujourd'hui à disposition de la rédaction de Tvrl en consultation.

Dans le cadre des archives filmiques, la production en vidéo numérique (DVCam) est devenue la règle. 34 séances de tournage impliquant des archivistes (caméra, prise de son) aux côtés de Bertrand Nobs (Urbanisme) ont été dénombrées. De manière complémentaire au mandat donné à une entreprise privée, les tournages ont concerné principalement les deux grands chantiers lausannois : l'usine Tridel et le m2 (27 tournages effectués avec l'appui du personnel des

Archives). En outre, un suivi de la manifestation Jardins 2004 a été assuré. Deux dossiers thématiques ont été ouverts : l'un touche Lausanne et les actions en faveur d'un développement énergétique écologique (prix remis à la Ville de Lausanne, Prix eco-conscience, véhicules à gaz), l'autre concerne un portrait d'une grande figure du cinéma lausannois, Mme Lucienne Schnegg, directrice du cinéma Capitole.

Du point de vue technique, le studio des archives filmiques dispose de nouvelles machines remises par le Davi (Ecole cantonale d'art) pour le montage cinéma.

#### *Restauration, microfilmage, numérisation*

La campagne systématique de restauration se poursuit selon le plan défini. 663 unités archivistiques ont fait l'objet d'une restauration depuis le début des années 1990.

Le microfilmage a permis la production de 20 films 35 mm et 11 films 16 mm. La collection lausannoise de microfilms compte désormais 2 430 unités 35 mm et 190 bobines 16 mm.

120 travaux de reproduction par voie numérique ou sur microfilm (carte à fenêtre) ont été réalisés. Un collaborateur du service de l'électricité a effectué 36 clichés sur la machine du centre alors que la Direction de la sécurité sociale a réalisé 31 films 16 mm de protection.

#### *Bibliothèque et documentation*

Effet de la réforme organisationnelle interne, l'indexation de la documentation de presse a pu être mise à jour. 5 037 notices d'intérêt lausannois ont été créées (2003 : 2 995 notices). Cela fait porter la base d'information à 19 577 notices. Parallèlement, l'indexation avec accès direct aux transcriptions des séances du Conseil communal par informatique est complète dès le début de l'année 1998 jusqu'à la séance du 29 juin 2004, offrant au total 2 986 notices. Tant la documentation que le bulletin du conseil sont interrogeables par mots-clés et plein texte. Leur mise à disposition sur le nouvel intranet est programmée.

324 titres nouveaux ont rejoint la bibliothèque cette année, 63 % étant le fait de dons ou issus de fonds d'archives. Le catalogage dans la base de données romande a porté sur 606 titres. Le nombre de prêts interurbains reste stable (19 prêts effectués et 16 demandes).

Parmi les travaux importants touchant la bibliothèque, il faut citer le traitement de manuels scolaires (700 titres) utilisés dans les classes lausannoises. Ce catalogage supervisé par la bibliothécaire, a été réalisé par l'apprentie, en dehors du réseau des bibliothèques romandes.

La mise à jour de l'état de collection des périodiques a été entamée afin de mieux identifier les lacunes des collections et tenter d'y remédier dans le futur.

### **UNITÉ D'ÉVALUATION ET DE CONSEIL (UEC)**

L'UEC a consacré la quasi totalité de ses activités à la conduite du projet «Prestations 2004» de recherche de mesures d'économies dans les services de la Ville. Une méthodologie a été mise au point et appliquée aux

différents services de l'administration. Sur les 44 services de la ville, une trentaine ont été analysées en 2004, le solde sera étudié au début de 2005.

Des études transversales ont également été conduites. Elles ont débouché sur un projet de rationalisation des flux comptables entre les directions et le service financier. Un travail a également été conduit pour une rationalisation des achats et s'est rapidement étendu à l'ensemble des questions de stocks, de logistique et d'ateliers. Des décisions ont été prises afin de rassembler les acheteurs dans une seule entité rattachée au magesi.

L'UEC participe également à divers groupes de travail, en particulier le comité de pilotage de l'informatique, celui du site Internet de la ville et celui de l'opération «Quartiers 21» qui fait l'objet d'une évaluation de la part de l'UEC.

## **SERVICE DU PERSONNEL**

Les tâches assignées au service du personnel (SPeL) sont énumérées à l'article 74 du Règlement pour le personnel de l'administration communale (RPAC).

### ***Effectif des fonctionnaires et des personnes engagées par contrat de droit privé au 31 décembre 2004***

#### *ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET FINANCES (245)*

Secrétariat municipal	49
SEGRE	12
Service du personnel	37
Service d'organisation et informatique	66
Service juridique	12
Service de l'information	14
Service financier	43
Service de la révision	12

#### *SECURITE PUBLIQUE (828)*

Police du commerce	45
Service du contrôle des habitants	39
Service de secours et d'incendie	189
Service administratif	16
Corps de police	521
Service des pompes funèbres officielles	18

#### *CULTURE, SPORTS, PATRIMOINE (370)*

Service de la culture	58
Service immobilier	133
Service des forêts, domaines et vignobles	33
Service des sports	91
Bibliothèque municipale	55

## TRAVAUX (794)

Service du cadastre	48
Service d'urbanisme	38
Service d'architecture	27
Service des routes et de la mobilité	349
Service d'assainissement	205
Eauservice Lausanne	127

## ENFANCE, JEUNESSE ET EDUCATION (1 032)

Secrétariat général	54
Service dentaire	30
Service de santé des écoles	42
Service des écoles primaires et secondaires	417
Office régional d'orientation professionnelle	9
Service de la jeunesse et des loisirs	198
Service de psychologie scolaire	58
Service de la petite enfance	224

## SÉCURITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENT (725)

Secrétariat général	37
Service des assurances sociales	59
Environnement, hygiène et logement	24
Service social de Lausanne	175
Service du travail de Lausanne	160
Service des parcs et promenades	270

## SERVICES INDUSTRIELS LAUSANNE (460)

Service du développement stratégique	47
Service de la comptabilité et des finances	68
Service du gaz et chauffage à distance	95
Service de l'électricité	195
Service du multimédia	32
MAGESI	23
<b>Total</b>	<b>4 454</b>

L'effectif s'élevait à 4 454 personnes au 31 décembre 2004 (4 449 au 31 décembre 2003) :

dont 1 777 femmes	(39,9 %)
2 677 hommes	(60,1 %)
dont 3 017 à plein temps	(67,7 %)
1 437 à temps partiel	(32,3 %)

En moyenne, le nombre de postes de travail (EPT) occupés s'élevait à 3 761.

Enfin, en 2004, l'administration enregistrait 251 entrées et 280 départs.

## Traitements bruts payés en 2004

Traitements bruts : traitements de base, 13<sup>e</sup> mois, suppléments, allocations familiales, heures supplémentaires, gratifications pour ancienneté.

Personnel fixe	Personnel auxiliaire
Fr. 349 285 107.—	Fr. 9 720 286.—

## Absences du personnel

(en moyenne annuelle par personne)

	Hommes	Femmes
Maladie	7,52	10,12
Accidents professionnels	0,83	0,15
Accidents non professionnels	1,65	0,89
Grossesse, maternité, allaitement	0	0,44
Service militaire et Pci	0,81	0,07
Vacances	21,62	20,81
Délégations diverses	1,92	1,51
Congés divers payés	0,99	0,73
Congés divers non payés	0,17	1,00
<b>Totaux en jours</b>	<b>35,51</b>	<b>35,72</b>

Les absences de longue durée (maladie, accidents, congés-maternité) entraînent parfois l'engagement de personnel de remplacement qui a généralement la qualité d'auxiliaire. A cet effet, les services peuvent se prévaloir des remboursements de traitements comptabilisés au SPeL, soit fr. 1 534'083.— en 2004. Il s'agit pour l'essentiel du versement d'indemnités LAA et des arrérages AI.

En ce qui concerne les vacances supplémentaires non payées, on peut préciser qu'elles représentent une économie de quelque 280 829 francs pour l'employeur et que 152 personnes en ont bénéficié en 2004, pour un total de 1 154 jours.

## Age moyen du personnel au 31.12.2004

Femmes	43,6 ans
Hommes	43,2 ans
Ensemble	43,1 ans

## Ancienneté du personnel au 31.12.2004

Femmes	9,2 ans
Hommes	13,6 ans
Ensemble	11,8 ans

## SIRH

— Zadig (système actuel)

Maintenance courante du programme de base pour la gestion des salaires et des absences.

— PeopleSoft (nouveau système)

Organisation et réalisation de tests pour la gestion administrative et des absences.

▪ Suivi financier du projet.

- Elaboration du préavis n° 2004/27 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 concernant l'acquisition d'un système d'information des ressources humaines (phase 2), d'un montant de fr. 2 990 000.—. Le Conseil communal a approuvé ce dernier le 23 novembre 2004.
- Audit interne sur la conduite du projet.

### **Conseiller en ressources humaines**

Le conseiller en ressources humaines a pour tâches principales la coordination du projet *GePeL*, le conseil et l'appui aux chefs de service et à leurs collaborateurs et collaboratrices pour toute question en matière de gestion du personnel et la gestion de l'Unité «ressources humaines». En outre, il assure la présidence du Groupe de confiance.

Dans le cadre du **conseil et de l'appui en matière de gestion des ressources humaines**, le conseiller en ressources humaines a reçu diverses demandes de la part de directeurs, de chefs de service ou de collaborateurs (appui pour l'engagement de nouveaux chefs de service, hauts cadres ou assistante d'un directeur (en l'occurrence 5 cette année), conseils pour une situation individuelle, médiation, etc.).

Dans ce domaine, il a, en outre, dispensé des cours aux nouveaux cadres de l'administration communale sur la procédure et la méthode relative aux descriptions de poste et aux entretiens de collaboration.

Par ailleurs, le conseiller en ressources humaines a poursuivi la conduite de diverses réflexions et groupes de travail :

- en matière de **gestion des conflits**, afin d'élaborer dans le cadre de la réponse à la motion Vuillemin une nouvelle procédure d'aide à la résolution des conflits sur la place de travail dans l'administration communale. Le projet de réponse a été mis en consultation;
- en matière de **santé au travail** : une directive, ainsi qu'une brochure énonçant une procédure de gestion du personnel dans toutes les problématiques liées à la **dépendance à l'alcool**, ont été adoptées par la Municipalité. L'ensemble des chefs de service et des répondants en ressources humaines a été formé à cette nouvelle procédure qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Il a encore représenté le SPeL dans le Comité de pilotage de la démarche «Prestations 2004».

### **Réseau des répondants en ressources humaines**

Le poste de spécialiste en gestion du personnel (SGP) a été créé le 1<sup>er</sup> juillet 2003. Il s'inscrit dans la politique du personnel de la Ville.

La mission du poste de SGP est de fournir appui et conseils aux répondants en ressources humaines dans le but de parfaire leur formation, leur information et leur donner les moyens d'assumer leurs tâches de la manière la plus professionnelle possible.

Durant la période écoulée, il a entrepris plusieurs démarches allant dans le sens des buts et responsabilités de son poste :

- appuyer et conseiller les RRH;
- animer le réseau RRH/CAP;
- coordonner la formation des RRH et CAP;
- assurer le relais entre le SPeL et le réseau RRH/CAP.

### **Etudes RH**

La chargée d'études RH a travaillé sur différents dossiers et outils en soutien aux responsables de processus de gestion du personnel du SPeL.

### **Service social d'entreprise**

L'intervention du service social d'entreprise est une démarche volontaire et interactive. Elle suscite la mise en œuvre de méthodes participatives avec le personnel dans l'objectif d'améliorer sa situation en vue d'un bien-être favorisant entre autres une bonne intégration socio-professionnelle.

Dans ce contexte, l'assistante sociale d'entreprise a rencontré 91 collaborateurs-trices qui ont nécessité 243 entretiens individuels et/ou de réseau. Les difficultés rencontrées par les employé-e-s émanent souvent d'un contexte socio-économique fragile et sont exprimées de façons cumulatives (plusieurs problématiques exposées). Le personnel présente des problèmes de nature financière (52 %), liés à des conflits conjugaux ou familiaux (22 %) et/ou des soucis de logements (10 %). La prise en charge psycho-sociale du personnel confronté à la fin du droit au traitement à la suite d'une longue maladie fait partie des interventions (5 %) de l'assistante sociale.

Cela étant, plus du quart des situations nécessite un accompagnement dans les démarches administratives comme dans l'orientation auprès de services spécialisés de type médico-sociaux, juridiques ou encore administratifs. En outre, l'ampleur des difficultés exprimées et leurs complexités croissantes nécessitent une connaissance et collaboration de plus en plus étroite avec le réseau médico-social vaudois.

### **Gestion du personnel - Lausanne (GePeL)**

La réflexion sur le **pilotage de la gestion du personnel** s'est poursuivie, en particulier en confrontant un tableau de bord type aux différents besoins, contraintes et attentes en la matière de quelques services sélectionnés, tout en étudiant la faisabilité en lien avec le système d'information en ressources humaines (SIRH). Les indicateurs de base tels l'absentéisme, le taux de rotation et les heures supplémentaires payées ont été analysés.

### **Groupe de confiance**

Cette année, outre bon nombre de renseignements donnés par téléphone, le Groupe de confiance a traité 21 situations internes.

### **Recrutement et sélection du personnel**

Le bureau a poursuivi son développement en complétant les outils et les diverses procédures indispensables au bon fonctionnement de celui-ci.

Les collaboratrices du bureau de recrutement et de sélection du personnel se sont attachées à terminer la définition des besoins de l'utilisateur en matière de recrutement, nécessaires à l'implémentation du logiciel de gestion du personnel (PeopleSoft).

### **Evolution professionnelle**

La conseillère en Evolution professionnelle a poursuivi ses activités de conseil et de placement de collaborateurs et a conduit les travaux d'un groupe de travail relatif à la pénibilité des métiers manuels.

Elle a notamment pris en charge les dossiers des collaborateurs dont le poste a été supprimé dans le cadre de «Prestations 2004».

### **Médecin-conseil**

Dans l'activité du médecin-conseil, deux éléments marquants peuvent être soulignés :

1. la finalisation de la procédure «alcool» (le médecin-conseil s'intégrant dans une perspective thérapeutique);
2. le traitement de dossiers de plus en plus complexes puisque se mêlent des éléments médicaux, mais aussi juridiques et disciplinaires. Cela nécessite une pleine coordination de certaines instances et l'intégration de compétences spécifiques.

De surcroît, durant l'année, le médecin-conseil a examiné 220 candidats et a effectué 93 expertises pour des collaborateurs présentant de longues absences pour maladie.

### **Infirmière d'entreprise**

L'infirmière d'entreprise s'est occupée de 33 collaborateurs et a mené 163 entretiens individuels ou de réseau.

Elle a animé des séances pour la promotion de la santé sur la dépendance et les maladies infectieuses auprès du personnel à risque, vacciné 570 collaborateurs contre la grippe et 200 personnes contre l'hépatite B. Elle a également participé au projet de sport bien-être, ainsi qu'à la mise sur pied de contrôles de santé pour l'UIOM.

### **Unité Egalité et qualité de vie au travail**

L'année 2004 a été essentiellement consacrée au développement du dernier processus GePeL, l'aménagement du temps de travail.

Chargé de faire des propositions afin que le personnel parvienne à un bon équilibre entre vies professionnelle et personnelle, le groupe de travail «**Personnalisation des conditions de travail**» a poursuivi ses travaux durant toute l'année 2004. Il a élaboré un modèle d'aménagement du temps de travail composé de trois volets : l'horaire à la carte, l'annualisation et l'horaire modulaire. Le modèle est concrétisé par un règlement. Ces trois volets devraient permettre à terme de proposer une meilleure flexibilité dans l'organisation du temps de travail pour toutes les catégories de personnel. Le modèle d'aménagement du temps de travail fera l'objet de tests dans 8 services-pilotes durant toute l'année 2005 afin de vérifier l'adéquation du modèle avec ses objectifs : qualité des prestations,

satisfaction du personnel, meilleure organisation des services. Les services suivants participent à l'année-pilote : service du personnel, service immobilier, bibliothèque municipale, service des assurances sociales, service d'organisation et d'informatique, service du gaz et du chauffage à distance, service de la jeunesse et des loisirs, service des routes et de la mobilité. L'évaluation de cette année-pilote déterminera l'éventuelle généralisation de ce modèle à tous les services de l'administration.

Le rapport «**Egalité**» a été mis en consultation auprès des associations de personnel et de l'association des chef-fe-s de service : les avis convergent pour constater que ce catalogue de mesures de politique de l'égalité est adéquat et réaliste. Ce rapport sera soumis à la Municipalité pour décision durant l'année 2005.

La déléguée a organisé, en collaboration avec le bureau cantonal de l'égalité, la journée «Oser tous les métiers» le 11 novembre 2004. Cette journée a rencontré un grand succès puisque plus de 220 jeunes filles et garçons ont accompagné leurs parents au travail dans les services de l'administration communale.

En outre, la déléguée est intervenue dans les cours de formation continue «entretien de collaboration» et «l'administration en bref» afin de sensibiliser le personnel à l'objectif de promotion de l'égalité entre femmes et hommes.

La déléguée a reçu enfin de nombreux collaborateurs et collaboratrices en consultation individuelle, afin de les aider à trouver une solution à des conflits interpersonnels (entretiens d'écoute, médiation), de les soutenir dans une organisation de leur travail qui permette une meilleure conciliation entre vie familiale et professionnelle, ou pour des questions d'inégalité de traitement (31 consultations en 2004).

### **Formation du personnel communal**

Suite à une réorganisation dans la direction des SIL, la formation du personnel a dû quitter les salles qu'elle occupait depuis 1998 à l'usine de Pierre-de-Plan. Dans le cadre d'une collaboration accrue, la formation du personnel partage désormais des locaux avec le Centre d'éducation permanente (CEP). Une Convention entre le Conseil de Fondation du CEP et la Commune de Lausanne a été signée le 29 juin 2004 à cet effet.

#### *Programme de formation continue*

Tant le programme de formation générale que les cours de «politiques publiques» destinés à l'ensemble du personnel ont été élaborés en collaboration avec le CEP. En outre, les cadres de la Ville sont invités à participer au programme mis sur pied par le CEP à l'intention des cadres de l'administration vaudoise. Tout comme les chef-fe-s de service peuvent s'inscrire à celui des Administrations publiques latines. Cette année, on dénombre 1 497 participations aux différents séminaires organisés, toutes catégories confondues.

Plusieurs formations sur mesure ont été réalisées à la demande des services : le service d'organisation et d'informatique, le service multimédia et le groupe de responsables de la mise en œuvre du logiciel SAP aux SIL ont bénéficié d'une formation à la gestion de projet adaptée à leurs besoins. Plusieurs participant-e-s ont suivi un séminaire sur la présentation et la rédaction des

divers documents internes, réalisé à leur intention; les responsables des APEMS (accueil pour les enfants en milieu scolaire) ont également participé à un cours sur mesure de conduite d'équipe.

#### *Programme de formation informatique*

Les cours traditionnels en salle ont été poursuivis tant pour les produits spécifiques à l'administration communale (GDA, Gefi) que pour les produits «hors-filière» (Photoshop, Access et AutoCAD). S'agissant des produits bureautiques de base (Word, Excel et PowerPoint), ils sont dispensés en autoformation.

La salle informatique du CEP accueille les participant-e-s aux cours standards; en revanche, les cours sur les produits spécifiques à la Ville sont désormais donnés dans la salle informatique de l'Hôtel de police.

#### **Apprentissage**

La 2<sup>e</sup> volée d'apprenti-e-s NFCB (nouvelle formation commerciale de base) a commencé en août 2004. Le soutien aux formateurs et formatrices reste important. Des «tournus» pour les apprenti-e-s de 2<sup>e</sup> année au sein des services ont été organisés pour leur permettre de réaliser leurs objectifs de formation et de mieux connaître leur environnement professionnel. En outre, la coordinatrice continue à animer des séminaires d'information pour les formateurs et formatrices mis sur pied par le CEP.

Afin d'échanger des informations et des expériences, l'ensemble des formateurs/trices a été réuni pour la première fois en décembre.

Comme chaque année, les apprentis communaux ont participé au programme interne de soutien pédagogique réalisé à leur intention. Dans ce cadre, le cours destiné aux apprentis de dernière année et consacré à la recherche d'un emploi a été revu : après une brève partie théorique (une demi-journée), les apprenti-e-s ont été reçu-e-s individuellement pour un entretien d'engagement fictif par la responsable du recrutement et la coordinatrice de l'apprentissage.

On compte 91 apprenti-e-s réparti-e-s sur 4 ans (83 en 2003) dans les services de l'administration communale et représentant 16 professions différentes. Pour la première fois de son histoire, le service du personnel a engagé une apprentie de commerce.

#### **Assurance contre les accidents (LAA)**

Nombre de sinistres	1 171
dont :	
– bagatelle (n'ayant pas entraîné d'incapacité de travail)	627
– non bagatelle	544
– accidents professionnels	343
– accidents non professionnels	828
– femmes	313
– hommes	858

650 accidents concernent des assurés auprès de «La Suisse» et 521 auprès de la «SUVA».

A l'avenir, des statistiques plus fines pourront être fournies, notamment en ce qui concerne la nature des sinistres.

## **SERVICE DES ÉTUDES GÉNÉRALES ET DES RELATIONS EXTÉRIURES (SEGRE)**

### **COORDINATION ÉCONOMIQUE**

#### **Information et analyse**

Le SEGRE assure le secrétariat de la délégation économique municipale. Il étudie à son intention les formes de rendement fiscal du territoire communal et organise des rencontres entre la délégation et quelques importantes entreprises de la place lausannoise. Le service assure également le secrétariat de la commission consultative économique, qui réunit des membres du Conseil communal ainsi que des représentants institutionnels de l'économie lausannoise. Dans le cadre des démarches pour l'Agenda 21 local, le SEGRE a contribué entre autres (cf. ci-dessous) à l'élaboration des fiches économiques du projet Quartiers 21 et a travaillé à la préparation du préavis à venir sur le volet économique de l'Agenda 21. A la demande du service financier, le SEGRE a collaboré à la constitution du dossier annuel à l'intention de l'agence de notation financière Standard & Poor's.

#### **Soutiens directs et indirects à l'économie**

Le *fonds de capital-risque de la Ville* a consenti une prise de participation dans le capital actions de la société Medipol SA nouvellement créée. Cette entreprise, sise au Parc scientifique de l'EPFL, est active dans le domaine biomédical et vise à commercialiser ses services notamment auprès du secteur hôtelier. Le SEGRE représente aussi la Municipalité dans le Conseil de la Fondation ASECE – Georges Aegler, institution bénévole qui pratique le micro-crédit en faveur des projets d'activité indépendante qui n'ont pas accès au circuit bancaire traditionnel. En collaboration notamment avec le service immobilier, le SEGRE répond aux demandes de recherches de locaux et de terrains émanant des sociétés souhaitant s'implanter en ville.

#### **Coordination et relations extérieures**

Le service a poursuivi et renforcé sa collaboration avec les milieux économiques de la Ville et principalement avec Déclic, l'association faîtière des regroupements des commerçants lausannois. Cette collaboration a abouti à la création d'une association, regroupant la Ville, Lausanne Tourisme et Déclic, visant à développer les animations en ville, notamment durant les Fêtes de Noël. A l'échelle régionale, le service participe régulièrement aux travaux de la commission de promotion économique et du groupe de suivi de *Lausanne Région*, par exemple dans le cadre du projet pilote d'agglomération et de l'étude de la Haute Ecole de Gestion sur l'économie régionale, mais aussi pour le traitement de divers dossiers de promotion économique. A l'échelle du canton, le service représente la Municipalité auprès de l'association Biopôle, qui travaille à la valorisation du pôle de développement de Vennes et qui a procédé à la fin 2004 à la constitution de la société Biopôle SA avec l'Etat de Vaud (actionnaire majoritaire) et la commune d'Epalinges.

## TRANSPORTS PUBLICS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

A l'instar des années précédentes, le service a eu à traiter des questions de politique générale des transports et de certains aspects des relations avec les entreprises de transports, dont la gestion, sur le plan technique, relève d'autres services de l'administration communale. A noter que la redéfinition des missions et des compétences de l'ancien service des routes et voirie - devenu service des routes et de la mobilité en début d'année - a fortement renforcé les liens avec le SEGRE. Les travaux relatifs à Quartiers 21 et au préavis concernant la politique de la mobilité, dans le cadre d'Agenda 21, ont en effet développé la collaboration entre les deux services dans le domaine en question. Le transfert complet des responsabilités, prévu à moyen terme, ne se fera toutefois qu'en étapes successives, au cours de ces prochaines années.

### *Transports publics de la région lausannoise (tl)*

Au cours de l'année sous revue et pour la dernière fois, le service a géré les subventions octroyées aux abonnés tl et LEB habitant dans les zones foraines. Compte tenu de l'introduction de la communauté tarifaire Mobilis, placée sous la responsabilité du Canton, la Municipalité a, en effet, été amenée à renoncer à ce type de prestations.

### *Transports ferroviaires*

**AG-Flexi** : Les abonnements généraux CFF 2<sup>e</sup> classe (appelés «cartes communes» par les CFF) continuent à rencontrer l'intérêt des Lausannois. Compte tenu de la politique tarifaire des CFF, leur prix a passé de fr. 30.— à fr. 35.— par jour, dès le 1<sup>er</sup> avril de l'année sous revue. Cette adaptation a permis à la Ville de boucler ses comptes AG-Flexi avec un léger bénéfice, le but restant toutefois de réaliser au moins une «opération blanche».

**CISL** : La Communauté d'intérêt de la ligne Simplon-Lötschberg résulte d'une fusion opérée en l'an 2000 entre la CRLS et Transalp 2005. Ladite commission a elle-même été regroupée en août 2004 avec la Communauté d'intérêt des transports ferroviaires de l'axe jurassien (CITAJ), sous le nom de Oustrail. Les objectifs visés par la nouvelle association consistent à défendre, les intérêts économiques et écologiques de la Suisse occidentale dans le combat engagé pour doter le pays d'un réseau ferroviaire performant. Le SEGRE représente la Ville au sein du Comité de ladite association en participant activement aux travaux de ce dernier.

**Conférence des transports de Suisse occidentale (CTSO)** : Le chef du SEGRE suit les travaux de ladite Conférence lors de ses rencontres 2 fois l'an. Il accompagne ou remplace le syndic, représentant le point de vue des villes et agglomérations, lors de ces échanges de vues périodiques, entre les chefs des départements des transports des cantons de Suisse occidentale.

**Association TGV Rhin – Rhône Méditerranée** : Le service représente la Ville lors des rencontres organisées au sein de ladite association, visant principalement à défendre les intérêts de la Ville et du Canton dans le développement ou le renforcement des liens avec le réseau européen des transports à grande vitesse et des

échanges interurbains de plus en plus étroits qu'il favorise.

**Batsol** : Le SEGRE suit l'activité du Conseil d'administration dont le secrétariat est assuré par le service de l'électricité (SEL).

## TOURISME ET INSTITUTIONS

### **Commission intercommunale de la taxe de séjour**

Au cours de l'année sous revue, la commission s'est réunie à deux reprises, en janvier et en mars. Diverses demandes de soutien financier présentées au FERL ont été traitées lors de ces réunions. Une suite positive a été donnée à certaines d'entre elles. Un prêt en faveur de la Tour de Sauvabelin a également été accordé. S'agissant plus particulièrement de sujets récurrents tels que la révision du règlement, un petit groupe de travail mis sur pied en vue de l'élaboration de cette révision a finalement décidé de renoncer à une refonte radicale et d'opter plutôt pour un réajustement de ce règlement, au sujet duquel des contacts seront établis avec le département concerné du Canton.

### **Tourisme**

En l'absence d'éléments statistiques - la statistique de l'hébergement a été supprimée récemment par la Confédération - il est un peu difficile d'articuler des chiffres précis pour l'année sous revue. Toutefois, une collaboration mise au point par Lausanne Tourisme avec les communes voisines a fait ressortir une augmentation de la fréquentation touristique de quelque 6 %, ce qui est réjouissant et supérieur à la moyenne des villes de notre pays. Pour apporter un remède à la suppression de cet indispensable instrument de mesure qu'est la statistique en question, un arrangement a été trouvé avec les milieux touristiques. Il devrait déployer ses effets à partir de 2005.

Au plan local, les contacts entre Lausanne Tourisme et la Ville restent bons et fréquents, grâce entre autres à l'application de la convention.

### **Congrès et manifestations**

A la fin août de l'année sous revue, Lausanne a eu le plaisir d'accueillir le congrès AIDS Vaccine, qui a réuni plus de 1 200 participants venant du monde entier, spécialisés dans la recherche en vaccins contre le VIH. Cet événement a eu un retentissement médiatique important. La Ville a également soutenu d'autres manifestations importantes pour l'économie locale.

### **Relations avec le CIO**

La nouvelle équipe de l'organisation internationale est maintenant en place et Lausanne continue à avoir des relations privilégiées avec elle. Les échanges sont réguliers et constructifs, ce dont notre ville peut se réjouir.

### **Brochure chinoise**

L'organisation en 2008 à Pékin des Jeux olympiques d'été suscite un vif intérêt des touristes chinois pour Lausanne, capitale olympique. Bien décidée à mettre tous les atouts de son côté en disposant d'un document

à l'intention de ce type de visiteurs, la Ville a sorti une brochure promotionnelle présentant Lausanne en chinois, avec l'aide de spécialistes de ce gigantesque marché.

### **La Poste**

La restructuration du réseau postal lausannois est maintenant terminée. Elle a, à juste titre, provoqué le mécontentement de bon nombre de citoyens. Toutefois, grâce à l'engagement d'habitants de notre ville, des sociétés locales et des autorités lausannoises, quelques bureaux de poste ont pu être maintenus, parmi lesquels celui de La Sallaz. La fermeture annoncée de cet office de poste avait suscité l'ire des citoyens du quartier, qui se sont battus avec détermination et le succès que l'on sait.

### **STATISTIQUES**

Pour la deuxième année consécutive, les activités statistiques nécessaires à la Ville de Lausanne ont été réalisées au SCRIS par la «Section statistique Lausanne» (SSL). L'année 2004 a été marquée par un effort particulier dans le domaine des études et publications et par la parution de deux *Communications statistiques* de la *Série Lausanne* afin de diffuser les données du recensement fédéral de la population 2000. A la réalisation de ces deux brochures, il faut ajouter la préparation de deux rapports destinés à l'administration lausannoise ainsi que la mise à jour régulière et le développement du site internet consacré aux statistiques lausannoises.

Le SEGRE établit désormais le lien entre le SCRIS et l'administration communale pour ses besoins en statistique. Il assure également le secrétariat du groupe de coordination de la statistique lausannoise, rassemblant des représentants des principaux services communaux concernés par la statistique publique.

Le SEGRE exécute électroniquement l'enquête sur le secteur public lausannois de la statistique trimestrielle de l'emploi.

### **AFFAIRES EXTÉRIEURES**

#### **Délégations**

Au cours de l'année 2004, le SEGRE a organisé une série de rencontres au niveau international, en collaboration avec d'autres services de l'Administration. A ce titre, deux délégations chinoises ont été reçues à Lausanne en 2004, soit un groupe de la Municipalité de Hangzhou ainsi qu'une délégation de haut niveau de la Province du Shaanxi. D'autre part, une délégation de la Municipalité de Bruxelles, présidée par le 1<sup>er</sup> échevin chargé de la culture, de l'urbanisme et de la protection du patrimoine, a été reçue par la Municipalité pour une rencontre de travail. Une délégation de la Ville de Nantes de passage à Lausanne a en outre été accueillie par le syndic.

Enfin, une délégation lausannoise a participé à Monaco au Salon international sur des véhicules électriques et hybrides et à pile à combustible et y a présenté la politique lausannoise en matière de transports respectueux de l'environnement.

### **Accueil d'étudiants post grade des hautes écoles de Lausanne**

Lausanne attire chaque année un très important nombre d'étudiants du monde entier qui viennent suivre une formation post grade dans une haute école de notre ville. Afin d'établir de bonnes relations avec les étudiants en question et ainsi promouvoir l'image de la ville et de sa région, la Municipalité a chargé le SEGRE d'organiser régulièrement des réceptions à l'intention de ces étudiants, en collaboration avec des services de l'administration communale, Lausanne Tourisme et Lausanne Région. Un choix de filières a été effectué, afin de toucher les programmes qui intéressent particulièrement un public international. En 2004, quatre manifestations ont été mises sur pied pour accueillir les étudiants, les enseignants et le personnel administratif des programmes suivants : Master in Management of Technology (MoT), HEC/UNIL et l'EPFL, Master of Science in Sport Administration and Technology, (MSA), l'EPFL, UNIL et l'IDHEAP, Master in Management of Logistical Systems (IML), l'EPFL, Master of Business Administration (MBA), l'IMD, Master of Science in International Management (MIM), HEC/UNIL, Master of Science in Banking (MBF), HEC/UNIL, Master of Business Administration (MBA), HEC/UNIL, Master of Science in Economics (MSE), HEC/UNIL, DEA en langues et littératures comparées, UNIL, DEA en droit européen et en droit international économique, UNIL, DEA en droit, criminalité et nouvelles technologies, UNIL et DESS Globalisation, régulation sociale et développement durable, UNIL et UNIGE.

### **MARKETING URBAIN**

La politique de marketing urbain, englobant un ensemble de mesures visant à renforcer l'image et la notoriété de la ville, a été réactivée par le SEGRE et précisée au cours de l'année sous revue. La démarche s'est trouvée précisée par des réflexions engagées sur ce thème avec des représentants de Declic et de Lausanne Tourisme. Elle devrait permettre notamment de donner suite à la motion déposée au Conseil communal par M. J.-Ch. Bourquin. Un travail de documentation relatif aux diverses approches conduites dans d'autres villes a été mené. Dans ce contexte, le SEGRE a notamment participé à un atelier organisé à Zofingen par l'Association suisse de marketing des villes.

Une proposition de démarche de «Marketing urbain pour Lausanne», élaboré par le bureau Daniel Fischer & Partner de Berne, a donné lieu à un échange de vues avec la Délégation économique municipale. Selon le calendrier établi, ce projet devrait déboucher d'ici mi-2005 sur un plan d'action concret pour le marketing urbain.

### **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

#### **Quartiers 21**

Officiellement lancée en avril 2003, la démarche participative Quartiers 21 a franchi deux nouvelles étapes en 2004 : les conférences de consensus et l'analyse de faisabilité des projets par les services communaux.

Pour mémoire, le pilotage politique de Quartiers 21 est assuré par la délégation municipale au développement durable : M. Daniel Brélaz, syndic, Mme Silvia Zamora, directrice de la sécurité sociale et de l'environnement, M. Olivier Français, directeur des travaux. Une dizaine de séances a eu lieu avec le groupe direction de projet, qui comprend les mandataires (ecos, Bâle et la CEAT, Communauté d'études pour l'aménagement du territoire), le SEGRE, le service de l'information et l'unité d'évaluation et de conseil.

Les quelque 160 propositions exprimées dans le cadre des ateliers d'innovation (avril à septembre 2003) ont été regroupées en sept thèmes qui ont fait l'objet des conférences de consensus : «Pour une mobilité durable»; «Des transports publics accessibles à tous»; «Bien vivre ensemble dans les quartiers»; «Un politique de proximité renforcée par la communication et l'information»; «Lausanne, ville propre»; «Pour un urbanisme humain»; «Une politique de logement pour tous».

Réunissant de quinze à vingt participants issus des ateliers d'innovation et des diverses associations ou groupes d'intérêt concernés par le thème traité, les conférences de consensus ont tenu de quatre à sept séances de janvier à avril 2004. Une soixantaine de projets en sont ressortis dans des domaines tels que la mobilité, l'habitat, le mieux vivre ensemble et la communication.

Une rencontre a été organisée le 11 mai 2004, au cours de laquelle les participants aux conférences de consensus ont pu présenter les résultats de leurs travaux à la délégation municipale. Une partie de cette manifestation, qui a réuni une cinquantaine de personnes, a été retransmise sur TVRL.

De septembre à décembre 2004, les services de l'administration ont été chargés d'étudier la faisabilité des projets issus des conférences de consensus et leur synergie avec les projets communaux existants.

Les projets ont été regroupés en trois grandes familles donnant lieu à la constitution de trois groupes interservices en charge de leur traitement : Vivre ensemble et communication; Logement, urbanisme et ville propre; Mobilité et transports publics. Environ 60 membres de l'Administration, issus des sept directions municipales, ont été impliqués dans cette troisième étape de Quartiers 21.

### **Agenda 21**

Engagée dès 1998, la mise en place d'une politique de développement durable en Ville de Lausanne s'est poursuivie avec l'adoption durant l'année sous revue, de deux préavis y relatifs.

Le troisième volet de l'Agenda 21 (préavis n° 2003/26) consacré aux finances a été adopté par le Conseil communal le 17 février 2004. Le quatrième volet (préavis n° 2003/37), «Education et formation» a été adopté par le Conseil communal le 20 avril 2004. A relever que ce préavis comprend également divers projets liés aux volets précédents de l'Agenda 21 (préavis n°s 155 et 211), notamment en matière de valorisation du bois.

Durant l'année sous revue, le SEGRE a été sollicité à de nombreuses reprises pour présenter l'Agenda 21 lausannois et la démarche Quartiers 21 tant dans le cadre institutionnel qu'universitaire. Il participe notamment au «Forum du développement durable» qui regroupe

Confédération, cantons et villes et au réseau des coordinateurs Agenda 21 romands.

A mentionner également, un séminaire de formation à l'intention du personnel cantonal et communal: «Développement durable, où en est-on?» qui faisait le point sur la mise en œuvre au niveau fédéral, vaudois et lausannois.

Toujours au chapitre de la communication, le site internet Agenda 21 a été rénové avec la collaboration d'un stagiaire engagé durant trois mois à cette fin.

Le SEGRE représente la Ville de Lausanne dans le cadre du projet «Cercle indicateurs» piloté par l'Office fédéral du développement territorial, projet qui a pour objectif d'élaborer des indicateurs centraux du développement durable pour les cantons et pour les villes. Cette démarche est menée en étroite collaboration avec l'unité de développement durable et le Service d'aménagement du territoire du canton de Vaud.

Dans le cadre de la mise en place d'une politique de développement durable et pour répondre aux besoins d'évaluation des projets, la Ville de Lausanne est associée à un projet de recherche mené par l'IDHEAP (Institut des Hautes Ecoles en Administration Publique) et le SANU (Partenaire pour la formation environnementale et la durabilité): «Mesurez les effets du développement durable».

### **Autre projet soutenu dans le cadre d'Agenda 21**

Un soutien a été apporté au projet «Certificat EcoEntreprise» de l'Association Ecoparc. Ce certificat vise à mettre à disposition des entreprises un instrument simple, en vue de l'obtention d'un certificat de management environnemental.

## **QUESTIONS RÉGIONALES ET AGGLOMÉRATION**

Le SEGRE suit les projets de la Confédération en matière de politique régionale et d'agglomération. Il a notamment pris position sur le projet de Nouvelle politique régionale ainsi que sur les recommandations de la Conférence tripartite sur les agglomérations en matière de collaboration horizontale et verticale dans les agglomérations.

Le SEGRE est partie prenante de différents projets en lien avec la politique fédérale des agglomérations. Le projet «Agglomération Lausanne-Morges» a pour objectif de développer, sous l'égide de la Confédération, une politique de collaboration et de coordination entre les diverses instances impliquées au niveau cantonal, régional et communal (en l'occurrence la Ville). Les différentes questions abordées concernent principalement le domaine de l'urbanisation, lié à celui des transports, en respectant l'environnement et les critères de la durabilité. Le syndic et le directeur des travaux, accompagnés par des représentants du SEGRE et du service de l'urbanisme ont participé aux travaux initiaux en défendant les intérêts de Lausanne. La suite du projet a été menée par le SAT en ce qui concerne l'aménagement et les transports. Le volet territorial du PALM est désormais intégré au nouveau plan directeur cantonal actuellement en phase de consultation.

Durant l'année 2004, Lausanne et Lausanne Région se sont recentrés sur le projet pilote qui avait été mis entre parenthèses face à l'urgence du projet d'agglomération Lausanne-Morges. Le projet pilote doit proposer, d'une

part, une structure qui chapeaute le PALM et puisse servir d'interlocutrice à la Confédération, et, d'autre part, développer un projet novateur de collaboration au niveau de l'agglomération lausannoise. Les premières réflexions ont permis de déterminer quels seront les domaines de collaborations où les études seront poursuivies. Il s'agit de l'aménagement/transports, développement économique/grands équipements et du logement. La réflexion se poursuit pour définir dans quels cadres ces collaborations vont se dérouler, cadre géographique, financier, répartition des compétences et organisation des collaborations entre différents niveaux. Enfin, l'ensemble du processus devrait aboutir à la mise en place d'un cadre institutionnel.

## TRAVAUX EN RELATION AVEC LE CONSEIL COMMUNAL

En 2004, le SEGRE a répondu aux interpellations et motions suivantes :

Interpellation de Mme Magali Zuercher : «Accord général sur le commerce des services».

Interpellation de Mme Nicole Grin et consorts au sujet de la disparition annoncée de la chancellerie française de Lausanne.

Interpellation de M. Charles-Denis Perrin «en faveur d'une meilleure utilisation des compétences disponibles au sein du Conseil communal».

Motion de M. Charles-Denis Perrin proposant d'engager une réflexion globale sur la nature du soutien que doit apporter Lausanne aux organismes traitant des effets de la mondialisation.

Motion de Mme Diane Gilliard proposant la signature par Lausanne de la Charte européenne des droits de l'homme dans la ville.

Motion de Mme Andrea Egli suggérant à Lausanne d'adhérer à Attac.

## ASSOCIATION SUISSE POUR LE CONSEIL DES COMMUNES ET RÉGIONS D'EUROPE

En 2004, l'Association suisse pour le Conseil des Communes et Régions d'Europe (ASCCRE) a poursuivi son action dans quatre domaines spécifiques : Information/Publicité, Jumelage/Partenariat, Etudes-Enquêtes, Représentation des collectivités locales suisses.

### Information/Publicité

L'Information a fait l'objet de trois publications régulières :

- *Bulletin*, trois numéros;
- *Brochure «Journée de l'Europe»* (5 mai), consacrée à «L'égalité hommes-femmes en Suisse et en Europe»;
- *Lettre des Communes d'Europe*, deux numéros.

La **publicité** comprend notamment la pose de panneaux «Commune d'Europe» signalant l'appartenance à l'ASCCRE, installés dans 232 communes.

### Jumelage/Partenariat

S'agissant des jumelages Suisse-Europe occidentale, aucune commune suisse n'en a conclu, à la connais-

sance de l'ASCCRE, en 2004. On compte dès lors 208 communes de 23 cantons, unies à 235 partenaires de 13 pays d'Europe occidentale. Par ailleurs, plusieurs anniversaires fêtant 50 ans (1), 40 ans (4), 20 ans (2) et 10 ans (2) ont été célébrés dans le courant de l'année.

## Etudes - Enquêtes

«*Enquête sur la participation des femmes aux exécutifs des communes suisses*»

Les données contenues dans 2 135 questionnaires reçus ont été traitées dans le courant de l'année 2004. Des résultats partiels ont été publiés dans deux numéros de la «Lettre des Communes d'Europe», mars et septembre 2004.

La rédaction du rapport final a été entreprise dès octobre avec conclusion en fin d'année.

«*Inventaire des actions de coopération des communes suisses en Europe centrale et orientale*»

L'enquête, démarrée en décembre par un questionnaire adressé à l'ensemble des communes suisses, permettra de remettre à jour les informations sur cet objet obtenues il y a dix ans.

## Représentation des collectivités locales suisses

*Conseil des Communes et Régions d'Europe*

L'Association s'est fait représenter aux réunions des organes dirigeants du CCRE, notamment à une session du Comité Directeur et une rencontre des secrétaires généraux.

*Autres congrès et réunions*

L'Association a suscité une participation (4 personnes) au 18<sup>e</sup> Séminaire européen des Jeunes, Londres, 24 - 31 juillet.

En outre, l'Association a suivi les travaux du Conseil de l'Europe / Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (CPLRE), notamment par la participation de son Président à la 11<sup>e</sup> session (Strasbourg, 25 - 27 mai).

## SERVICE D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE (SOI)

### PERSONNEL

L'effectif autorisé au SOI au 1<sup>er</sup> janvier 2005 s'élève à 66,75 postes EPT, soit une augmentation de 2 postes par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2004. 69 personnes occupent actuellement 65,4 postes EPT. Selon l'organigramme, la répartition des collaborateurs(trices) en poste est la suivante :

Administration, sécurité et qualité :	13 personnes
Etudes et applications :	19 personnes
Technologie et infrastructure :	24 personnes
Soutien :	7 personnes
Exploitation serveur d'entreprise :	6 personnes

Les deux personnes engagées l'ont été dans le cadre de la réalisation du préavis n° 2004/9 Informatique : nouvelle stratégie informatique technique (SAT).

## **REPRÉSENTATIONS, GROUPES DE TRAVAIL EXTERNES ET INTERNES, COMMISSIONS, DIVERS**

### *Commission consultative d'informatique*

La Commission consultative d'informatique s'est réunie deux fois en 2004. Elle a examiné les grands projets informatiques, qu'ils soient en cours de réalisation ou à l'étude, notamment : la nouvelle stratégie architecturale technique, la fonction informatique dans le cadre de Prestations 2004, la future application de gestion du contrôle des habitants, la gestion documentaire et les nouveaux outils de gestion des Services industriels. Elle a également étudié les demandes de matériels et de logiciels informatiques formulées dans le cadre du préavis des autorisations d'achats 2005.

### *Comité de pilotage de l'informatique (COPILINF)*

Le COPILINF a tenu 3 séances en 2004, couvrant les sujets principaux suivants :

Prestations 2004 - périmètre de l'analyse de la fonction informatique; utilisation des ressources informatiques communales par les associations de personnel; projet SAT : Stratégie architecturale technique.

Demandes de nouveaux projets : informatisation du plan général d'évacuation des eaux (PGEE); remplacement des centraux téléphoniques; gestion des garderies; Passeport vacances 2.

Examen du projet de schéma directeur SIT du système d'information géographique.

Suivi des projets : START postes de travail et stockage des données; projet d'informatisation des décisions municipales; projet STAR-MULTI des SIL; GEPETTO – Gestion du personnel.

### *Groupe de travail informatique des villes vaudoises*

A l'initiative du SOI, organisation d'une première réunion des responsables informatiques des grandes communes vaudoises.

Le SOI a en outre participé aux travaux :

- d'e-CH et e-Vanti, organes de normalisation de la cyberadministration en Suisse, créées à l'initiative de la Confédération;
- de la CSI (Conférence suisse sur l'informatique) et de son groupe latin;
- du groupe de travail informatique de l'Union des villes suisses;
- du CLUSIS, Association suisse de la sécurité informatique;
- du PAIR, Partenariat des achats informatiques romands;
- GUSIT, Groupement des utilisateurs du Système d'Information du Territoire de la ville de Lausanne, participation active aux séances du comité et du groupement;
- Groupe de travail sur la formation à l'informatique des utilisateurs-trices;

- prise de position dans divers projets fédéraux susceptibles d'impacter le système d'information communal.

## **ACTIVITÉS EN 2004**

Les activités réalisées en 2004 sont décrites et regroupées en deux niveaux, les secteurs et les quartiers, selon un découpage basé sur une approche macroscopique d'urbanisation du système d'information communal, ceci dans le but d'en faciliter la lecture et la compréhension.

### **Secteur Echange**

#### *Quartier demandes*

##### Projet mis en production

ABI – Annonce de Besoins Informatiques. Permet le recensement au jour le jour des projets de toute nature et leur suivi. C'est une étape vers les processus de travail avec des exigences de célérité.

QUALIPARC – gestion des avoirs informatiques : mise en production de la partie postes de travail et périphériques. Préparation centralisée des données et contrôle de qualité. Déploiement au sein de tous les services et formation des CMI/CSI en charge de la mise à jour des données.

Procédure d'urgence : rédaction, adoption et mise en application d'une procédure de gestion des incidents majeurs.

#### Maintenance

ARS – outil de gestion des incidents informatiques : migration de la version 4.5 à la version 6 du logiciel ainsi que passage de la version 6.5 à la version 2000 du moteur de base de données Microsoft SQL server.

Exchange – messagerie d'entreprise.

#### *Quartier relations*

##### Projet mis en production

Centre d'appel du CEPP (Centrale Electrique de Pierre de Plan) : mise en place d'un centre d'appel assurant les fonctionnalités de distribution automatique des appels et l'enregistrement de toutes les conversations pour des raisons de sécurité et de tracabilité des interventions.

CH – centre d'appel : mise en production d'un centre d'appel pour faciliter la prise en main des nombreux appels destinés au contrôle des habitants permettant d'alléger la tâche du personnel du CH et de fournir automatiquement ACD – Automatic Call Dispatch) des renseignements sur les procédures administratives 24 heures sur 24.

#### *Quartier sécurité*

##### Projet mis en production

Mise en production et maintenance des dispositifs pour la protection de serveurs accédés depuis l'extérieur du réseau communal dans le but de pouvoir ouvrir l'accès aux applications Intranet depuis l'extérieur du réseau RECOLTE.

Gestion et maintenance de l'anti-virus et de l'anti-spam des postes de travail, des serveurs et de la messagerie électronique; surveillance et actions induites par les 25 000 alertes reçues dans l'année.

Affinage du filtrage des accès à Internet.

Veille sécuritaire.

Examens des violations des règles et directives de sécurité en collaboration avec les services, diagnostics internes et recommandations diverses.

#### *Quartier outils*

##### Projet en cours

SAT – Stratégie architecturale technique : lié au préavis 2004/9 ce projet a pour but la refonte des plates-formes techniques, la mise en production de nouveaux outils de développement basés sur la technologie JAVA et la réorganisation de certaines tâches au sein du SOI. Le démarrage du projet a été retardé à cause d'un conflit avec le projet STAR-Multi. En effet, après avoir sélectionné nos partenaires en mai 2004, nous n'avons pu démarrer effectivement le projet qu'au 1<sup>er</sup> novembre 2004. En fin d'année les plans étaient respectés et les tâches prévues étaient réalisées.

Editique – remplacement des outils de génération de rapport et d'impression : projet motivé par l'abandon planifié du serveur d'entreprise IBM et les exigences fonctionnelles du projet STAR-Multi (mise en production de SAP au SIL) : sélection du fournisseur (BDOC), installation des infrastructures et premières formations des développeurs.

##### Projet mis en production

ETL – outil d'extraction et de synchronisation des données : sélection de l'outil (Sunopsis), déploiement sur les serveurs, formation et premiers tests d'intégration. Cet outil est sélectionné pour ses capacités de réplication et de synchronisation des données entre la plate-forme cible du projet SAT et les plates-formes de production actuelles dans le but de faciliter les travaux de migration des applications actuelles en limitant les impacts sur l'opérationnel.

Maintenance.

Intervention d'assistance auprès des services pour assurer la réalisation de maintenances correctives et évolutives d'applications Access et Excel utilisées dans divers services et directions.

#### **Secteur Ordonnancement**

##### *Quartier GED/Workflow*

##### Projets en cours

Goéland – informatisation des processus administratifs : se référer au rapport de gestion du service du cadastre.

MUSINFO – informatisation des fonds culturels des musées lausannois : migration de l'application d'Archimed à Coris dans le but de résoudre les problèmes d'indexation rencontrés dans l'environnement Archimed. Mise en production de l'atelier de numérisation.

Mediacentre – gestion des documents multimédia : réalisation du cahier des charges pour le pilote. Projet mis en attente pour des questions économiques.

##### *Quartier Messagerie*

##### Projets mis en production

Exchange – messagerie d'entreprise : migration à la version Exchange 2000, consolidation des serveurs de messagerie sur un site à haute disponibilité sécurisé et protégé dans le but de faciliter les opérations de maintenance et d'améliorer la disponibilité de cette application devenue stratégique.

#### **Secteur Opération**

##### *Quartier personne*

##### Projet en-cours

CH – renouvellement des outils de gestion des habitants : premières analyses des besoins.

##### Projet mis en production

Registre civique : gestion des droits politiques, des bureaux de vote et des scrutateurs, des initiatives et référendums, des scrutins et des rôles.

CH – Compte d'attente : gestion des facturations Confédération – Canton – Commune imposée par la nouvelle répartition des rôles dans la procédure cartes-d'identité et passeports et les principes de facturation croisée imposés par les règles financières.

##### Maintenance

CH : Diverses maintenances correctives et évolutives.

##### *Quartier enfance et éducation*

##### Projets en étude

Projet ICARE - gestion centralisée des garderies municipales et privées et gestion centralisée de la liste d'attente : lancement de l'étude d'opportunité, élaboration du cahier des charges, recherche de fournisseurs et mise en place du processus de sélection du fournisseur.

##### Projets mis en production

Projet passeport-vacances – gestion du passeport-vacances et avance progressive vers un processus intégrant la technologie et les opportunités offertes par Internet : recherche de partenariat avec d'autres collectivités locales, sélection et lancement du partenariat avec la Ville de Morges (utilisation de l'application réalisée par Morges).

##### Maintenances

ECOLE – Gestion des classes et des élèves : tests et corrections concernant l'affectation des élèves dans leurs nouvelles classes.

PPLS – Psychologie scolaire : tests et corrections concernant la facturation des prestations à l'AI.

## *Quartier gestion du territoire*

### Projets en cours

PGEE – Plan Général d'Evacuation des Eaux : collaboration à la rédaction de la demande de projet et adoption du projet par le COPILINF. Recherche et sélection de solutions progiciels.

Schéma directeur du SIT Lausanne : collaboration avec CADASTRE pour l'élaboration d'un schéma directeur pour l'évolution du SIT Lausanne, présentation et adoption du schéma directeur par le COPILINF, analyse des solutions du marché et sélection d'un fournisseur recommandé pour la mise en œuvre de projet de gestion du territoire à la Ville de Lausanne.

### Maintenances

SISOL-RESEAU, SEL : gestion des supports de lignes et génération d'un nouveau fond de plans continus issus de plusieurs sources de données.

SISOL – gestion du territoire : migration environnement de développement de GPG à geoGPG en préparation de l'abandon du serveur d'entreprise IBM.

## *Quartier taxes*

### Projet en cours

POLCOM – Police du commerce : rédaction d'un plan directeur informatique pour l'automatisation des tâches du service (inclus LADB, Inhumation, Amarrage, ...)

STAR-Multi – mise en œuvre de SAP au SIL pour la facturation des prestations multi-fluides (remplacement d'ISIS) : participation d'un chef de projet et de différents analystes-programmeurs dans les activités de reprise des données ISIS à importer dans la nouvelle application (globalement plus de 250 jours de travail).

### Projets mis en production

LADB – gestion des auberges et débits de boissons : mise en exploitation d'une nouvelle base de données amenant une cohérence dans la gestion des données de base et des informations de facturation des émoluments. Ces développements sont réalisés dans le but de faciliter un échange futur avec les applications de gestion de l'Etat de Vaud.

### Maintenance

AO – gestion des amendes d'ordre : adaptation de la recherche de l'identité du propriétaire du véhicule suite au changement d'application et de politique de facturation de l'Etat de Vaud. L'application est maintenant connectée au serveur MOFIS de la Confédération à Berne qui facture un montant plus faible d'environ 20 % par demande d'identité. Cette approche réduit également les coûts de maintenance applicative car plus qu'une seule source de données est gérée.

SM – gestion des sentences municipales : reprise de la justice de paix implique des modifications importantes dans les règles de gestion. Modifications des états imprimés, abandon du papier chimique 8 exemplaires

au profit d'impression feuille à feuille plus simple et moins coûteuse.

Inhumations : diverses modifications concernant l'abonnement d'arrosage suite à la mise en application de nouveaux tarifs décidée dans le cadre de l'opération prestations 2004.

CCDA – gestion de la facturation du traitement des déchets carnés : diverses maintenances correctives et évolutives en rapport avec la facturation et la ventilation dans la comptabilité analytique de GEFI par le biais des interfaces paracomptables.

## *Quartier prestations sociales*

### Projet en cours

SAS - Affiliés / comptes individuels : premières études liées à la future mise en production du logiciel fourni par GLOBAZ à l'association INFOROM.

### Projet mis en production

Subventions : application de gestion des octrois de subventions et de publication de listes à l'égard de la Municipalité et du Conseil communal.

### Maintenance

Aides sociales vaudoises : obligation des paiements de l'aide sociale vaudoise par PROGRES pour consolider l'ensemble des prestations d'aides sociales dans le même outil de gestion.

AVS/AI : simplification de la transmission d'informations à la Centrale de compensation de Genève.

### Quartier logistique

RAS

## **Secteur Ressources**

### *Quartier ressources humaines*

### Projet en cours

GEPPETTO – système de gestion des ressources humaines : la rupture des relations de collaboration avec l'Etat de Vaud provoque :

- le rapatriement des environnements PeopleSoft de la Bedag au SOI (environnements de test et de développement);
- la séparation des équipes de développement forçant la création d'un centre de compétence Peoplesoft au sein du SOI;
- la reprise par ce centre de compétence des développements communs.

En outre, nous avons finalisé les interfaces entre Peoplesoft et Zadig, les fonctions de gestion administrative et des absences ainsi que la reprise des données Zadig. Le SOI a fourni une assistance au nouveau chef de service du SPeL pour faciliter sa prise en main du projet et la rédaction du préavis soutenant la phase 2 du projet.

## *Quartier finance*

### Projet mis en production

GEFI – gestion comptable et financière : migration technique du moteur de base de données d'ORACLE 8 à ORACLE 9i dans le but d'harmoniser les versions en production.

### Formation

Formation et certification de base du responsable de la section soutien à l'approche ITIL (IT Infrastructure Library) méthodologie de développement et d'amélioration des processus de support informatique basée sur les meilleures pratiques.

Formation des utilisateurs de PC portables. 240 personnes. Niveau de satisfaction élevé.

Formation en interne sur l'environnement SISOL à plusieurs collaborateurs du SOI dans le but de palier les manques de capacité de production dans cet environnement. L'expérience démontre que l'évolution des compétences d'un analyste-programmeur d'application de gestion vers des compétences de développements d'applications techniques présente des forts risques d'échec. Une autre approche devra être envisagée pour atteindre le but fixé à l'origine.

Formation Interlis, JAVA, Sunopsis pour l'architecte des données nouvellement nommé.

Sensibilisation, responsabilisation et formation des utilisateurs dans le domaine de la sécurité. Participation aux journées d'accueil du nouveau personnel communal.

Mise en production d'une démarche de conduite de projet et d'analyse de la valeur des projets appliquée à tout projet informatique.

### Assistance utilisateur

Gestion et suivi des commandes informatiques; environ 430 commandes passées.

Exploitation du Helpdesk 2600 pour les CMI/CSI et une grande partie des utilisateurs de l'informatique communale. Les appels et les messages reçus ont généré l'ouverture de 2 693 tickets référant un problème d'utilisation de l'informatique communale.

Encadrement des CMI et CSI.

## **Secteur Données**

### *Quartier données territoriales*

PGEE – Plan Général d'Evacuation des Eaux : étude de la reprise des données SISOL pour l'exploitation dans l'outil de gestion du PGEE.

BDL – référentiel des logements : exportation vers le registre fédéral des bâtiments et logements de l'OFS, participation à différents groupes de travail pour établir une collaboration informatique entre l'Etat et la Ville concernant les données bâtiment et logement.

## **Secteur Référentiel**

### Projet en cours

BD200x – projet de refonte de la modélisation des données de l'entreprise : poursuite des démarches d'analyse.

### Projet mis en production

Pages blanches – annuaire interne : mise en production d'un annuaire des téléphones internes sur Intranet intégré à l'annuaire technique informatique avec outil de mise à jour distribué aux RRH pour la maintenance des informations.

Mise en production d'un outil de délégation aux services de la gestion des droits d'accès aux ressources du système d'information communal dans le but de mieux répartir les tâches administratives et de transférer la responsabilité de la saisie des mutations de personnel aux propriétaires de l'information.

## **Secteur Pilotage**

### Quartier organisation

Prestations 2004 – fonction informatique : analyse de la fonction transversale informatique, rédaction d'un rapport documenté et proposition de mesures d'économie au Comité de pilotage de l'opération Prestations 2004.

Prestations 2004 – fonction achat : participation au groupe de travail en tant qu'acheteur des équipements informatiques.

### Quartier achats / négociations

Négociation des tarifs de télécommunication avec nos opérateurs et plus particulièrement avec SWISSCOM en collaboration étroite avec les autres services communaux, la CSI et le consortium TELECOM romand.

Négociations des renouvellements de contrats de licences et de maintenances auprès de nos fournisseurs tels que Microsoft, seul ou en partenariat avec la CSI.

Etude du marché des imprimantes, comparaison des offres de deux fournisseurs HP et DELL

## **Secteur Infrastructures**

### Postes de travail et périphériques

Mise en service de 29 PC, 19 portables, 138 imprimantes et 36 scanners.

Suivi du marché des logiciels, des accessoires et des périphériques micro-informatiques auprès des fournisseurs, veille technologique, analyse d'impacts, tests et re-validation des standards matériels et logiciels.

Suite de la mise en réseau des imprimantes locales.

Gestion des mouvements de matériel au sein du parc informatique a conduit à traiter :

- 245 déménagements de postes et d'imprimantes,
- 2 101 demandes de connexions à RECOLTE et
- 78 demandes de mutations de nom de machine (DNS) ou d'adresse de télécommunication (DHCP)
- 1 550 demandes de mutation dans le domaine de la téléphonie
- administration des 3 400 comptes de messagerie

Mise en place des outils de gestion de la distribution à distance des applications sous forme de paquets logiciels avec l'outil de gestion «Preset Manager», formation des spécialistes et adaptation des procédures d'exploitation.

Conseils et assistance à la demande des services pour leurs projets informatiques, déménagements et autres échanges de matériel.

#### Serveurs

START-2 – mise en production du SAN (Storage Area Network) ou stockage centralisé des données (préavis 2003/47) à haute disponibilité :

- consolidation des infrastructures avec la migration des données des utilisateurs et des applications sur le SAN pour l'ensemble des services;
- études d'un système d'archivage des données en fonction de l'obsolescence des données;
- mise en place des procédures de sauvegarde et de restauration, contrôle des sauvegardes, traitement des demandes de restauration d'information perdues.

Distribution centralisée des licences : mise en production de serveurs de licence pour différents produits permettant d'allouer dynamiquement les droits d'utilisation d'un pool de licence à un ensemble d'utilisateurs afin d'assurer une réduction du nombre de licences acquises.

Maintenance, administration et support des bases de données ainsi que des modules applicatifs Intranet et clients/serveurs. Support 2<sup>ème</sup> niveau pour Isis, Gefi et les serveurs de fichiers.

Suivi des outils de gestion et de pilotage des infrastructures techniques dans le but de rationaliser les activités des ingénieurs systèmes et des administrateurs de base de données.

Serveur d'entreprise IBM, ce système informatique dessert 1 478 postes de travail et 184 imprimantes, il a traité en 2004 30,8 millions de transactions chiffre stable par rapport à la situation de 2003. Les travaux engagés sur cette plate-forme sont principalement :

- travaux de préparation en vue de la migration de système d'exploitation imposée par l'obsolescence de la version en exploitation (fin de maintenance de la part de l'éditeur IBM) et lancement de la migration;
- changement de divers outils de pilotage et de gestion du serveur d'entreprise et de ses périphériques;

- mise en œuvre du LPAR (Logical PARTitionning), possibilité de diviser le serveur en plusieurs serveurs indépendants.

#### *Réseau et télécommunication*

RECOLTE – Réseau de communication de la Ville :

Consolidation et sécurisation du réseau RECOLTE afin d'éliminer la cause technique des incidents répétitifs constatés en fin 2003 et d'augmenter la disponibilité de RECOLTE en vue du déploiement général d'installations de téléphones utilisant la technologie VoIP (partage du RECOLTE pour le transport des données et de la voix).

Développement de la téléphonie sur technologie VoIP (Voice over Internet Protocol) avec plus de 1 500 appareils téléphoniques sur un total de 3 500.

Extension du réseau sur différents sites, RECOLTE met en communication 171 sites de l'administration communale et comprend plus de 500 équipements actifs.

Augmentation de la bande passante de la connexion entre RECOLTE et Internet à 6 Mégaoctets par seconde dans le but de répondre à l'augmentation des besoins liés à l'utilisation des contenus multimédias.

Néo-Technologie - Mise en place des équipements logiciels et matériels nécessaires à la bonne suite du projet STAR-Multi.

## **SERVICE JURIDIQUE**

### **A/ ÉTUDES JURIDIQUES ET SPÉCIALES**

#### *Assurances*

Instructions administratives concernant les assurances choses et patrimoine

#### *Contrats*

Rupture de contrat et indemnité

Locaux du centre de formation

Nouvelle signalisation des écoles

#### *Divers*

Autorité compétente pour connaître d'une mesure d'hospitalisation psychiatrique d'urgence prise à l'étranger

Application des règles sur les marchés publics à la CPCL

Charte européenne des droits de l'homme dans la ville

Utilisation illicite du nom de Lausanne

Intervention d'un voisin suite à une requête d'abattage

Suicide

#### *Personnes morales*

Statuts de la fondation de la pouponnière l'Abri

Statut du GRECO

Statuts de Biopôle SA

### Personnel

Licenciement pour justes motifs et extinction du droit au traitement

Invention d'un logo et droits d'auteur

Procédures disciplinaires 2

### Procédés de réclame

Giganti 3

### Règlements

Archives communales

Directives concernant l'aménagement des sanitaires dans les établissements publics

Dispositions réglementaires pour l'attribution des subventions

Distribution de l'électricité

Prescriptions municipales concernant les dépanneurs

Règlement de l'ASLC

Règlement pour le personnel de l'administration communale

### Responsabilité civile

Refus d'abattage d'arbre et responsabilité

Surveillance des plages et responsabilité

### Stationnement

Contrôle du stationnement par des agents de sécurité privés

### Taxes

Emolument autorisation et PTT

Emoluments de parcs et promenades

Emoluments pour renseignements du CH à une assurance

Soustraction de l'impôt sur les divertissements 2

## B/ RECOURS DÉPOSÉS EN 2004

### A la Municipalité

Allocation de naissance 1

Garantie pour facture d'électricité 1

Refus de macarons entreprise 16

Refus d'un Giganto 1

Refus d'un distributeur automatique de denrées 1

Retrait d'autorisation de marché 1

Retrait d'autorisation de musique 1

Retrait d'autorisation d'amarrage 4

### Commission communale

Emolument de surveillance établissements publics 2

Hypothèque légale 1

Impôt foncier 2

Taxe d'évacuation 1

Taxe d'amarrage 1

### Conférence des directeurs de police

Refus d'autorisation pour taxi A

### Tribunal administratif

Abattage d'arbre 3

Impôt sur les divertissements 2

Licenciement de fonctionnaire 2

Macarons entreprise 1

Mesures de circulation 1

Giganto 1

Refus d'autorisation pour taxis A 1

Refus d'effet suspensif 2

Suspension de traitement d'un fonctionnaire 2

### Juge de paix

Dommages et intérêts pour une décision prétendument erronée de la commission de police

### Tribunal des baux

Action en exécution et compétence en cas de prêt à usage, mesures provisionnelles urgentes

### Tribunal fédéral

Règlement sur les conditions d'occupation des logements subventionnés

Taxe de raccordement aux égouts

## C) PLAINTES PÉNALES

	2003	2004
Graffiti	72	39
Dommages à la propriété	147	154
Incendies	7	6
Vols	8	12
Vols avec effraction	25	26
Tentatives ou délits manqués de vols avec effraction	14	18
Vols par introduction clandestine	6	8
Vols et dommages à la propriété	—	1
Violation de domicile	2	—
Discrimination raciale et dommages à la propriété	—	1
Escroquerie et faux dans les titres	1	3
Escroquerie	—	5
Menaces contre les autorités ou les fonctionnaires	—	1
Menaces et voies de faits	—	1
Message électronique avec un ou plusieurs fichiers à caractère pornographique infecté(s) de virus	1	—
Utilisation abusive de lignes téléphoniques	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>284</b>	<b>276</b>

## D) COMMISSION DE POLICE

Provenance	Rapports enregistrés		Personnes dénoncées	
	2003	2004	2003	2004
Procédure ordinaire	48 849	55 014	49 434	55 891
Fonds privés	—	1 337	—	1 337
Totaux	48 849	56 351	49 434	57 228

	Amendes perçues	
	2003	2004
Procédure ordinaire	5 188 882	6 899 453
Affaires fonds privés	—	53 360

	2003	2004
Demandes de conversion en arrêts	6 286	9 014

1.- Des appels (Tribunal de police)	2003	2004
contre des sentences de 2002	15	0
contre des sentences de 2003	52	39
contre des sentences de 2004	0	66
contre sent. Justice de Paix de 2004		0
rejetés	1	5
retirés	30	28
prescrits	0	2
réformés	3	0
admis	3	4
admis partiellement	0	0
irrecevables	14	25
défauts	1	2
sans objet	0	0
suspens	15	20

2.- recours au Tribunal fédéral	2003	2004
contre un jugement du Tribunal de police	0	0
rejeté	0	0
irrecevable	0	1
suspens	0	0

## E) ASSURANCES CHOSES ET PATRIMOINE (au service juridique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004)

### *Sinistres véhicules à moteur*

Après l'augmentation de 7.5 % relevée l'année dernière, le nombre de sinistres est resté le même qu'en 2003.

Le coût des sinistres a toutefois fortement progressé, puisqu'il a augmenté de 18.5 % environ pour le risque RC (dommages à des tiers) et de 41.8 % environ pour le risque casco (dommages propres). Pour 219 cas, les dommages ont ainsi atteint respectivement, fr. 187 756.55 (contre fr. 158 434.10 en 2003) et fr. 282 125.90 (contre fr. 198 895.90 en 2003). La charge provisoire pour la Commune est de 29 600.95 (+7 % environ) pour le risque RC et fr. 197 555.05 (+41.1 % environ) pour le risque casco.

### *Sinistres autres branches diverses*

Le secteur assurances choses et patrimoine s'occupe aussi de la gestion des assurances concernant l'incendie des bâtiments et du mobilier, les dégâts d'eau aux bâtiments, les dommages à la propriété, le matériel informatique, les musées, les expositions, les dégâts au réseau de distribution d'eau, les grands chantiers, la responsabilité du maître de l'ouvrage.

Il traite, en sus des sinistres afférant aux risques assurés, un certain nombre de risques non assurés. En 2004, il a enregistré 292 événements ayant engendré un préjudice de fr. 965 779.80, dont 195 ont été liquidés.

## SERVICE DE L'INFORMATION

L'année 2004 au service de l'information (SPI) a été marquée par la réflexion menée dans le cadre de Prestations 2004, la finalisation du concept du nouvel intranet communal et l'intensification de la politique de communication extérieure de la Municipalité.

Info presse a poursuivi sa participation aux grands projets commencés en 2002 et 2003, tels que la démarche participative *Quartiers 21* et la construction du futur métro m2.

Le service de l'information a également finalisé la réflexion sur la politique de communication interne à l'administration. En 2004, le concept a été validé par les instances habituelles de tout projet GePeL.

### INFO PRESSE

La division info presse du service assure le maintien d'étroits contacts entre les représentants des médias et les membres de la Municipalité, ou de l'administration communale.

### Points de presse de la Municipalité

Les points de presse hebdomadaires permettent de communiquer rapidement les décisions prises par la Municipalité. Tous les dossiers traités ne font pas systématiquement l'objet d'une décision hebdomadaire et l'Exécutif se réserve la possibilité d'annuler sa rencontre avec la presse au dernier moment, plutôt que de solliciter les journalistes pour des informations de moindre importance.

Tous les préavis et rapports-préavis ainsi que la plupart des sujets importants font l'objet d'un communiqué de presse. En cas d'annulation du point de presse, les communiqués sont diffusés par courrier papier et électronique, et publiés sur le site web de Lausanne.

En 2004, la Municipalité a tenu 15 points de presse et 22 sujets ont été présentés, soit 7 par l'Administration générale et finances, 2 par Sécurité publique, 5 par Culture, sports, patrimoine, 3 par Travaux, 1 par Enfance, jeunesse et éducation, 1 par Sécurité sociale+Environnement, 3 par les Services industriels et 1 par la Municipalité in corpore. Tous les sujets étaient accompagnés d'un communiqué et 7 concernaient des préavis ou rapports-préavis.

## Conférences de presse

Le service de l'information a également participé à l'organisation de conférences de presse spécifiques en collaboration avec les directions et les services concernés. A titre d'exemple :

Pour la démarche participative *Quartiers 21*, une conférence de presse a été organisée pour annoncer la fin de la deuxième étape consacrée aux «conférences de consensus» et le début de l'étude de faisabilité des propositions par l'administration communale.

La campagne de la DEJE «L'éducation, c'est l'affaire de tous», a également donné lieu à deux conférences de presse : la première, en avril, afin d'annoncer le lancement de la campagne, et la seconde, en septembre, afin de présenter le programme pour l'automne ainsi que la traduction du «petit mémento à l'usage des parents» en neuf langues étrangères.

D'autres sujets importants ont fait l'objet d'une convocation de la presse tels que l'assainissement de la Caisse de pensions de la Commune de Lausanne (CPCL), la Journée mondiale de l'eau, le financement du Lausanne Hockey-Club, les projets des Services industriels, la remise du trophée Eco-conscience en collaboration avec le Beau-Rivage Palace, ou encore l'inauguration de la Tour de Sauvabelin.

## Autres prestations

En 2004, le service de l'information a émis 155 communiqués de presse et envoyé 60 invitations aux représentants des médias, dont 17 pour le forum de l'Hôtel de Ville.

Un certain nombre d'événements ont cependant requis plus qu'un simple communiqué. Ainsi, pour *Quartiers 21* deux bulletins d'information ont été réalisés par le SPI à l'attention des partenaires et participants à la démarche, soit en mai et en décembre.

Les deux grands projets m2 et Tridel ayant été acceptés en votation populaire en 2002, le service s'est attaché à poursuivre le travail initié en 2003 pour développer la communication liée à ces travaux d'envergure.

Pour le m2, le service a activement participé à la cellule communication au sein de laquelle il restera impliqué, avec d'autres représentants de la Ville (direction des travaux, de la sécurité publique), du canton, des tl et de la direction de projet m2, jusqu'à la fin des travaux. Plusieurs opérations de communication de petite à grande importance ont été mises sur pied. Citons l'inauguration - puis l'agrandissement - de l'Espace d'information dédié aux grands chantiers m2-Tridel (9 juin et 22 novembre), la cérémonie de pose de la première pierre (17 juin), la journée portes ouvertes à l'occasion de la Ste-Barbe (4 décembre) ou la présentation du projet paysager de la «coulée verte» (23 décembre). A travers ses unités médias et web, le SPI a assuré l'information régulière des rédactions et du public relative aux travaux (début de percement de galeries, ouverture de chantiers, incidents, etc.). Par ailleurs, le SPI a fait partie de la commission de sélection pour le choix d'un studio chargé de réaliser différents films sur la construction du métro.

Pour le forum de l'Hôtel de Ville, le SPI a coordonné l'information à la presse pour les 17 expositions qui s'y sont déroulées en 2004. En outre, une vingtaine de messages du syndic ont été rédigés pour les plaquettes et programmes édités à l'occasion de rencontres diverses, congrès ou soirées annuelles d'associations de la région.

## Manifestations sportives

En 2004, deux manifestations sportives - le Relais de la Flamme olympique et le «contre-la-montre» final du Tour de Romandie - ont requis la collaboration du service de l'information.

Pour l'étape lausannoise du Relais de la Flamme olympique le 24 juin 2004, l'Association du même nom a tenu trois conférences de presse en janvier, mai et juin. Le SPI a géré la communication, les relations avec les journalistes et la journée du 24 juin particulièrement bien suivie par les médias nationaux.

## INFO CITÉ

En 2004, la division info cité a poursuivi sa mission d'informer le public par le biais du bureau d'accueil, des publications et d'internet.

## Bureau d'accueil

En 2004, le bureau d'accueil d'info cité a connu une légère baisse de sa fréquentation par rapport à 2003.

L'habituelle campagne de promotion, composée d'affiches dans les transports publics (m1 et bus tl), a continué. En outre, deux collaboratrices d'info cité ont présenté les activités du bureau à une quinzaine de commerçants du quartier de la Palud.

En outre, les collaborateurs d'info cité ont organisé deux conférences de presse liées à leurs activités : la conférence annuelle des musées lausannois (communaux, cantonaux et privés) et celle de l'édition 2004 du programme de manifestations gratuites «Entrée libre pour un été».

## Demandes diverses

Après une année 2003 très fréquentée due à l'effet «nouveau» lié au déménagement à la Palud, info cité a connu, en 2004, une baisse des demandes. Au total, les trois collaboratrices du bureau d'accueil ont répondu à 7 412 demandes (appels téléphoniques, visites, correspondances et e-mails), contre 9 369 en 2003. En moyenne, cela revient à 617 prestations par mois. Pour comparaison, en 2002, 7 128 demandes avaient été traitées.

Sur ces 7 412 demandes, 6 540 ont fait l'objet d'une réponse directe et 2 114 ont été aiguillées vers d'autres instances. 3 573 requêtes concernaient la vie lausannoise, 4 321 des documents relatifs aux activités de la Commune (brochures, dépliants, plans, etc.), 431 questions concernaient les autorités cantonales, 8 la Confédération et 2 874 des sujets divers. Enfin, 517 demandes de nature touristique ont trouvé réponse à info cité.

## Publications

### *La Ville ensemble*

Le SPI a produit et édité quatre éditions de huit pages du journal interne *La Ville ensemble* en 2004 (mars, juin, octobre et décembre), tirées à 4 800 exemplaires (ensemble du personnel de l'administration et membres du Conseil communal).

Le 16 septembre, un numéro spécial (*La Ville express*) a été préparé pour publier un premier bilan de l'opération Prestations 2004.

### *Autres publications*

Comme chaque année, le service de l'information a mis à jour les différentes brochures qu'il rédige et publie, sur papier et sur le site internet de Lausanne, soit : le recueil «Allons-y!» (qui recense les possibilités de se divertir à Lausanne de 0 à 18 francs), «L'administration communale – mode d'emploi» et «Une manifestation à organiser?».

En outre, le SPI a assuré, comme l'année précédente, la réalisation de la brochure «infos expos 2004 Musées Lausanne et Pully» et du bulletin des musées lausannois.

Toutes ces brochures, distribuées gratuitement, sont diffusées auprès d'un large public et participent à la communication générale de la Ville de Lausanne.

## Unité web

Durant une bonne partie de l'année 2004, l'unité web a fonctionné de manière réduite en raison du départ de la déléguée internet. Jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau webmaster, l'entretien du site et le suivi des projets a été assumé principalement par le webmaster a.i., avec le soutien du graphiste web et d'une stagiaire.

## Internet – [www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch)

Durant le premier semestre 2004, l'unité web a poursuivi la consolidation du portail [www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch) qui, aujourd'hui, totalise environ 4 500 pages. Le vecteur Internet fait maintenant partie intégrante des circuits de communication des services.

Au cours de l'année 2004, plus de 3 500 pages d'information, nouvelles ou mises à jour, ont été publiées et plus de 2 500 événements insérés dans l'agenda du site après validation par l'unité web, chargée de veiller à la cohérence et à la bonne marche du site.

En outre, le plan de ville interactif a subi une refonte graphique qui l'a rendu plus convivial. Le fonds cartographique, quant à lui, a été renouvelé afin d'étendre la couverture à d'autres périphéries de la Ville, notamment aux zones foraines. Puis enfin, une section entière consacrée aux activités du service des forêts, domaines et vignobles (fodovi) a vu le jour en automne. Composée d'une petite centaine de pages, teintées

d'une ambiance graphique spécifique, elle fait partie des rubriques les plus fréquemment mises à jour et ne cesse d'être étoffée avec de nouveaux contenus.

La deuxième partie de l'année a été consacrée à une réflexion de fond quant au potentiel d'évolution du site internet et de son outil de gestion de contenu. A l'arrivée du nouveau webmaster, cette étude a pris les contours d'un projet officiel et a été menée de concert avec le groupe de travail *ad hoc*. A fin décembre, les bases de la nouvelle arborescence ont été posées et les grandes lignes du futur concept graphique définies.

Dans le cadre de la formation, deux sessions de cours ont été organisées pour les collaborateurs de différents services afin qu'ils puissent régulièrement actualiser eux-mêmes leurs informations.

## Statistiques de consultation

Les outils statistiques liés au site permettent d'en mesurer la fréquentation, la provenance des utilisateurs, les rubriques et les pages les plus consultées. Les chiffres confirment la place importante qu'occupe désormais internet dans le domaine de la communication et de [www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch), en particulier, dans la recherche d'informations sur la ville.

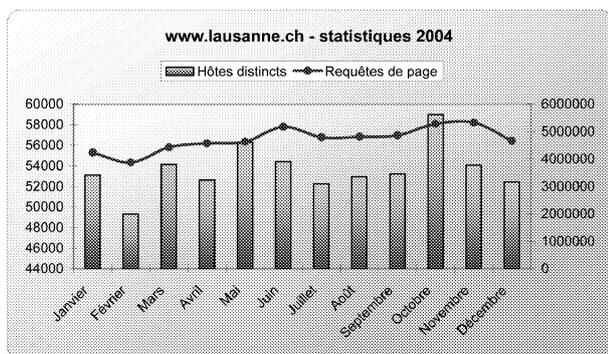
En moyenne, entre 50 000 et 60 000 ordinateurs différents (hôtes distincts) se connectent chaque mois au site [www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch). Ce qui représente un nombre d'utilisateurs réguliers ou occasionnels beaucoup plus élevé, car un ordinateur peut en cacher plusieurs dizaines ou centaines d'autres, notamment dans les grandes entreprises où toutes les connexions se font à travers un même serveur. Ce chiffre est en augmentation d'environ 5 000 unités par rapport à l'année précédente.

Le nombre de pages consultées mensuellement, qui se chiffre en millions, est demeuré relativement stable au fil de l'année. Cette dernière était ponctuée de manifestations qui ont causé des bonds de fréquentation en début d'été, ainsi qu'en automne (cf. graphique ci-dessous).

Les rubriques les plus consultées restent l'agenda et les offres d'emploi de l'administration communale. Les internautes sont également très attirés par les grandes manifestations sportives et culturelles. Le pic de fréquentation relevé en octobre est d'ailleurs dû à l'intérêt porté au Lausanne Marathon. Les informations pratiques comme les possibilités d'hébergement, de logement, le plan de ville ou les indications destinées aux personnes souhaitant s'établir à Lausanne sont parmi les plus recherchées. Sur le plan officiel, les communiqués de presse ainsi que les préavis sont très demandés.

Parmi les sites des services communaux, ceux de la bibliothèque municipale, de la police et du contrôle des habitants sont les plus visités.

Enfin, on retrouve également en bonne place, les aspects visuels, tels les webcams ou les photos sur Lausanne.



### Intranet

L'unité web a également été chargée de coordonner le projet de refonte de l'intranet communal, initialement lancé par le service informatique. Le nouvel intranet repose sur la même technologie de gestion de contenu que le site internet, ce qui a permis de capitaliser sur une base de développements déjà existante.

L'ouverture de la nouvelle version est prévue pour le début de l'année 2005. L'unité a assuré la gestion de projet, l'animation du groupe de travail et le contrôle qualité des pages nouvellement créées; elle a apporté son expérience dans le domaine éditorial (arborescence, accès à l'information) ainsi que visuel. L'ensemble du graphisme – navigation, modèles de page, charte graphique – a été élaboré par le graphiste web. Un comité intranet a été, de plus, mis sur pied avec des représentants de toutes les directions. Il sera chargé de définir semestriellement les grandes lignes d'évolution de ce site.

### Guichet virtuel suisse

En 2004, le groupe de suivi a terminé ses travaux et a été dissout. Une nouvelle structure opérationnelle a été mise en place au niveau fédéral. Le référencement des pages du site [www.lausanne.ch](http://www.lausanne.ch) sur le guichet [www.ch](http://www.ch) se fait aujourd'hui automatiquement. L'unité web reste un partenaire privilégié et reçoit régulièrement des informations sur l'avancement des travaux et mises à jour du guichet, ainsi que sur les projets fédéraux en matière de cyberadministration.

## SERVICE DE LA RÉVISION

Au cours de l'année 2004, le service de la révision a principalement effectué les tâches suivantes :

### Contrôles internes

#### Vérifications :

- par sondages dans les 7 directions, des factures fournisseurs, avant les procédures de paiement.

#### Audit :

- de la gestion des défalcatons sur les factures remises au contentieux (complément à l'audit 2003);
- de la procédure de perception des recettes du parking de Chauderon;

- (analyse) du projet de contrôle interne au Centre social régional de Lausanne;
- du système de contrôle interne lié aux procédures de gestion du portefeuille d'assurance de la Ville (en cours);
- des conditions relatives à l'introduction du gaz sur la commune de Bretigny-sur-Morrens;
- des Emplois temporaires subventionnés lausannois 2003;
- de la problématique des heures supplémentaires payées à la Direction de la sécurité publique;
- de l'évolution du solde budgétaire disponible au 15 décembre 2003;
- préparation et planification de l'audit des comptes communaux pour l'exercice 2004.

#### Assistance :

- au service du personnel et des assurances, définition des coûts de fonctionnement de la CPCL supportés par la Ville (analyse complémentaire);
- au service du contrôle des habitants, modification de la procédure de perception à l'avance des taxes.

### Contrôles externes

#### Vérifications :

- des comptes annuels de sociétés immobilières et de fondations;
- des comptes annuels de divers organismes et institutions subventionnés de manière prépondérante par la Ville;
- des comptes 2003 de la Caisse de Pensions de la Commune de Lausanne;
- des comptes d'organismes bénéficiant d'une aide financière casuelle de la Commune;
- contrôles spécifiques de manifestations sportives et autres organisées à Lausanne;
- du coût de construction et des impenses d'amélioration d'immeubles construits sur des terrains communaux mis à disposition sous la forme du droit distinct et permanent de superficie.

## SERVICE FINANCIER

L'opération dite «Prestations 2004» a marqué de son empreinte la vie du service au cours de l'exercice sous revue. D'une part, il a été procédé à une étude transversale sur la fonction comptable dans l'ensemble de la Ville, excepté aux Services industriels, eux-mêmes en pleine mutation; d'autre part, plusieurs collaborateurs ont participé activement aux travaux de «Prestations 2004», notamment dans la recherche d'informations chiffrées.

En outre, l'absorption du service des impôts, de la caisse et du contentieux par le service financier, dès le 1<sup>er</sup> décembre 2004, a nécessité la mise en place d'une nouvelle organisation générale.

## TRÉSORERIE

En 2004, 108 opérations de financement à court terme (moins d'une année) ont été conclues; de plus, la Ville a procédé à l'émission d'un emprunt public de 150 millions de francs et de deux emprunts privés de 50 millions de francs chacun. Durant cette même période, neuf emprunts à long terme totalisant 166 millions de francs furent remboursés.

## COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

A l'issue de l'analyse de la fonction comptable, il a été décidé de réduire l'effectif de la comptabilité générale d'une unité, dès le départ à la retraite du chef de dite unité, soit dès le 1<sup>er</sup> octobre 2004. Des mesures de rationalisation et d'allègement de certains travaux de contrôle ont dû être introduites pour réaliser cet objectif d'économie. Dès le 1<sup>er</sup> novembre 2004, la responsabilité de la gestion de la Comptabilité générale est confiée à l'adjointe du chef parti en retraite.

Plusieurs séances de travail ont eu lieu avec le service de la révision en vue du contrôle officiel des comptes imposé par l'Etat de Vaud.

## COMPTABILITÉ (DIRECTION CULTURE, SPORTS, PATRIMOINE)

Cette unité a également pris part à l'analyse de la fonction comptable. En plus de la gestion de la comptabilité de la Direction CSP, les collaborateurs de cette unité traitent, en collaboration avec ceux du service du personnel, les diverses opérations liées à la Caisse de pensions pour l'encaissement des cotisations, les prestations de libre-passage et le paiement des pensions, notamment.

## DIVERS

Le service financier s'efforce d'aider les services dans l'approche de la problématique TVA; de plus, ses collaborateurs sont régulièrement consultés pour des questions financières liées, notamment, à des préavis et à des projets de réalisation. En outre, les comptabilités de Boisy TV SA, de DigiTV SA et de la Maison du Sport International sont toujours tenues par le service. Enfin, celui-ci s'efforce de répondre aux demandes d'adaptation, d'amélioration et de complément du logiciel de traitement de la comptabilité.

## SERVICE DES IMPÔTS, DE LA CAISSE ET DU CONTENTIEUX (repris par le Service financier dès le 1<sup>er</sup> décembre 2004)

## IMPÔTS

Le bureau des impôts effectue les tâches suivantes :

- établissement, mise à jour des rôles d'impôts des contribuables lausannois; toutefois, le rôle des personnes physiques sera confié à l'Office d'impôt du district de Lausanne-Ville dans le courant de l'année 2005, conformément à l'introduction de la nouvelle base de données cantonale, le Registre, centralisant les renseignements de tous les contrôles des habitants du Canton. De ce fait, un poste de travail a été supprimé. Profitant de la possibilité d'une mutation

au sein de l'administration communale, le poste est non repourvu déjà depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2004;

- collaboration avec l'Administration cantonale des impôts en matière d'assujettissement, de taxation, de répartitions, d'exonérations et de remises d'impôt;
- réception du public, renseignements et conseils fiscaux, statistiques;
- secrétariat de la Commission communale de recours en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales.

Indirectement lié au rôle ordinaire des contribuables, le bureau des impôts continue d'assurer :

- le suivi des répartitions (2 391 demandes de répartition pour activité indépendante et 220 demandes de répartition pour activité dirigeante);
- le contrôle de près de 5 000 répartitions de contribuables propriétaires d'immeubles émanant de tous les offices d'impôt de district du Canton;
- le suivi des répartitions de séjour : 25 demandes de répartition ensuite de séjour générant une part communale d'environ 100 000 francs;
- l'établissement du rôle spécial des frontaliers : sur la base des mutations du contrôle des habitants, ce rôle comporte 1 850 frontaliers occupés dans 680 sociétés;
- l'établissement du rôle spécial des chiens : les informations de police, du contrôle des habitants et des propriétaires de chiens permettent de tenir à jour ce rôle comptant 3 072 chiens recensés à Lausanne;
- le contrôle des domiciles secondaires : examen des mutations du contrôle des habitants d'environ 6 400 personnes en résidence secondaire. Cet examen permet de porter ou maintenir une soixantaine de contribuables par an au rôle lausannois;
- le remboursement de l'impôt sur le culte, représentant 248 contribuables et près de 5 000 francs qu'à notre demande la recette cantonale déduit des impôts communaux des contribuables concernés.

## Rôle des contribuables

	31.12.2003	31.12.2004
Rôle ordinaire	69 745	69 777
Rôle de l'impôt à la source	8 205	8 803
Rôle des étrangers sans activité	193	199
Rôle des propriétaires de chiens	3 101	3 072
Contribuables avec domicile régulier hors Lausanne	6 346	6 469

## Information fiscale

En collaboration avec l'office d'impôt de Lausanne-ville, le bureau d'information fiscale a ouvert ses portes du 16 février au 26 mars 2004. Pour la deuxième fois, le Canton s'est associé à la prestation offerte par la Commune depuis plusieurs décennies. Une équipe de 9 taxateurs a rempli pas moins de 3 145 déclarations d'impôt et répondu à 3 500 personnes. D'avril à décembre, encore 758 personnes ont recouru à nos services pour des renseignements et des déclarations d'impôt à

compléter. De plus, 66 déclarations d'impôt ont été effectuées au domicile de personnes fortement handicapées.

Nous constatons également une forte augmentation de questions, tant par téléphone qu'au guichet, relative au nouveau système postnuméro et à la perception en découlant.

### Commission communale de recours

La question de l'organisation du secrétariat de la Commission de recours en matière d'impôts et taxes communaux demeure en suspens. Le bureau du Conseil communal, compétent en la matière, a décidé d'attendre le résultat d'affaires actuellement en cours auprès du Tribunal administratif avant de se prononcer sur l'opportunité du rattachement du secrétariat de la commission à un service de l'administration.

### CAISSE

La caisse communale compte 4 collaborateurs; elle centralise tous les paiements et encaissements (caisse, CCP), à l'exception de ceux des Services industriels et des créances fiscales. En dehors des tâches de guichet (réception : 800 - 1 000 personnes/mois, paiements des bons de l'ASV : 900/mois, avances sur salaires, remboursements débours), la caisse communale assume les tâches suivantes :

- encaissement des recettes journalières des services communaux
- rapports quotidiens de la caisse et du compte CCP
- traitement et comptabilisation des encaissements CCP sur les débiteurs, le contentieux et les sentences municipales
- divers travaux comptables relatifs à la gestion des débiteurs (émission des rappels, corrections internes, défalcons, annulations)
- travaux de bouclages périodiques et réconciliations des comptes débiteurs au contentieux, des BVN en suspens, et justification des comptes de défalcons
- traitement des BVR sur les factures au contentieux
- traitement des fichiers et des avances de frais des Offices de poursuites
- émission des rappels et remise à contentieux.

Relevons l'augmentation régulière du volume des bulletins de versement (BVN) traités manuellement (37 500 en 2002, 39 000 en 2003, 45 000 en 2004), ceci malgré la mise en place dans l'application Gefi d'un module permettant l'émission de BVR+. Compte tenu des pertes de temps et des risques d'erreur engendrés par le nombre de ces coupons, toutes les directions ont été priées d'utiliser dans la mesure du possible le BVR+.

### CONTENTIEUX

Onze collaborateurs sont chargés du recouvrement des créances de la Ville, de l'Agence communale d'assurances sociales et de la Caisse de pensions du personnel communal, à l'exception des sommes dues aux Services industriels et des prétentions fiscales gérées par la Recette de l'Etat.

Cette section procède auprès des instances judiciaires compétentes : offices des poursuites et faillites, justice

de paix, tribunaux, etc. à qui quelque fr. 1 100 000.— ont été avancés en 2004, au titre de frais de justice, afin d'obtenir que les débiteurs acquittent leur dû.

Le volume global de travail est à nouveau en progression (+ 28 % par rapport à 2003) bien qu'une diminution ait été enregistrée dans le secteur des loyers dont la cause est attribuée aux effets de la pénurie d'appartements qui freine les changements de logement et encourage les locataires à honorer leurs échéances. Les expulsions par la force de locataires ont diminué de 59 %, le service faisant preuve de souplesse en matière d'amortissement de loyers impayés.

La majeure partie de l'augmentation constatée ressortit au traitement des sentences municipales, ce secteur connaissant une hausse de 34 %, alors que les conséquences de l'attribution des nouvelles compétences, déléguées aux municipalités par la loi d'organisation judiciaire en matière de condamnations pour infractions sur fonds privés, n'ont été perçus, sur la fin de l'année, que pour quelque mille cas.

La comparaison des éléments chiffrés ci-après pour 2003 et 2004 du nombre des créances à recouvrer n'est pas pertinente car la volonté affirmée en 2004 de regrouper diverses factures au sein d'une même procédure de recouvrement, quitte ainsi à allonger les délais de paiement, provoque une distorsion à la baisse alors que le nombre des factures traitées est demeuré proche de celui de 2003. Cette pratique a permis de réduire les frais de justice avancés de quelque fr. 91 000.—.

70 938 litiges de recouvrement ont été confiés au contentieux en 2004 contre 55 501 l'année précédente. Le nombre des poursuites introduites est en hausse de 14 % tout comme celui des saisies requises. Les plaintes pénales pour détournement d'objets mis sous mains de justice progressent de 90 % et les dénonciations pour conversion en arrêts de 43 % par rapport à 2003. Les arrangements de paiement par mensualités se sont accrus de 31 % et nous les encourageons, bien qu'ils occasionnent plus de travail d'élaboration et de surveillance, afin d'éviter une procédure immédiate aboutissant souvent à un constat de perte financière par acte de défaut de biens. L'intensité des difficultés relationnelles avec les débiteurs n'a pas empiré mais il est de plus en plus pénible, pour nos collaborateurs, de gérer ces situations. Forts de certaines expériences, nous souhaitons conseiller de manière accrue quelques services émetteurs de factures pour leur permettre d'améliorer la constitution des dossiers et d'éviter des faiblesses tant sur le plan de la qualité des informations fournies aux usagers que sur celui de la sûreté juridique.

Le montant des nouveaux mandats d'encaissement a progressé de 21.7 %, passant de fr. 17 317 101.— en 2003 à fr. 21 083 108.11 en 2004. Ce taux est inférieur à celui de l'augmentation du volume des litiges. Nos observations quant aux difficultés rencontrées par un nombre croissant de personnes d'acquitter des dettes de moindre importance se trouvent ainsi confirmées.

Le taux de contentieux du volume global de facturation des entités concernée est de 7.75 % pour 2004.

Celui de perte en regard d'un volume financier contentieux de fr. 37 834 967.94 répartis en 101 331 litiges gérés au cours de l'exercice écoulé, reliquats des années précédentes compris, s'est abaissé à quelque 11.4 % alors qu'il était de 14.2 % en 2003.

